

LA LETTRE DE GEOSTRATEGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE □ ANCIENS D'OXFORD □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR □ ASSOCIATION DES SCIENCES PO □ ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT □ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DU CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE BANQUE □ ASSOCIATION DES CENTRALIENS □ ASSOCIATION DU CONTROLE GENERAL DES ARMEES □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DE L'ESSEC □ INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES (IRIS) □ INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE □ INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SECURITE ET DE LA JUSTICE □ INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES DE DEFENSE (PARIS II) □ INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE □ SAINT-CYRIENNE □ ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES ET DIPLOMES DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

N° 84 Septembre 2016

SOMMAIRE

P.2 EDITORIAL DU PRESIDENT RAYMOND DOUYERE

P.4

10 DECEMBRE 2015

« *LES ENJEUX DE L'ENVIRONNEMENT A L'HEURE DE LA COP 21* »

LAURENT TAPADINHAS

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, DIRECTEUR, ADJOINT A LA COMMISSAIRE GENERALE

P.6

27 JANVIER 2016

« *LES ATOUTS ET LES DEFIS DE L'AFRIQUE AU XXIEME SIECLE* »

FRANÇOIS LONCLE

DEPUTE DE L'EURE, ANCIEN MINISTRE

P.9

17 FEVRIER 2016

« *LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE : CONTINUITE ET CHANGEMENT* »

PASCAL BONIFACE

DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

P.12

16 MARS 2016

« *GUERRE, MENSONGE ET VIDEO* »

PIERRE SERVENT

JOURNALISTE INDEPENDANT, ESSAYISTE, CHRONIQUEUR SPECIALISTE DES CONFLITS ET DE L'ARMEE

P. 15

14 AVRIL 2016

« *BREXIT : LES ENJEUX PERÇUS DU REFERENDUM BRITANNIQUE DU 23 JUIN 2016 : IN OR OUT* »

MICHAEL LIKIERMAN, FONDATEUR DE HABITAT FRANCE EN 1972 ET PRESIDENT-FONDATEUR DU GROUPE GRANDVISION (GRANDOPTICAL, GENERALE D'OPTIQUE, PHOTOSERVICE)

P. 18

25 MAI 2016

« *LA DIPLOMATIE RELIGIEUSE DE L'ARABIE SAOUDITE* »

PIERRE CONESA, ANCIEN HAUT FONCTIONNAIRE AU MINISTERE DE LA DEFENSE, SPECIALISTE DES QUESTIONS STRATEGIQUES INTERNATIONALES, HISTORIEN, ENSEIGNANT, ESSAYISTE ET ECRIVAIN.

P. 21

15 JUIN 2016

« *LA CULTURE FRANCAISE A L'ETRANGER : ESSOR ET DECLIN* »

OLIVIER POIVRE D'ARVOR, MINISTRE PLENIPOTENTIAIRE CHARGE DE LA DIFFUSION DE LA CULTURE FRANÇAISE A L'ETRANGER, ECRIVAIN

AGENDA :

- 14 SEPTEMBRE 2016, VISITE SOUS-MARIN NUCLEAIRE LANCEUR D'ENGIN, ILE LONGUE.
- 22 SEPTEMBRE 2016 : « CYBERGUERRE, CYBERDEFENSE » AVEC ALAIN JUILLET, ANCIEN DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT A LA DGSE
- 17 OCTOBRE 2016 : « BREXIT : QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES AVEC PIERRE RAZOUX, DIRECTEUR DE RECHERCHE A L'IRSEM, HISTORIEN
- 16 NOVEMBRE 2016 « GENERAL (2S) D'ARMEE AERIENNE J-P PALOMEROS, ANCIEN CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE DE L'AIR, COMMANDANT SUPREME ALLIE POUR LA TRANSFORMATION DE L'OTAN(2012-2015) : THEME ABORDE : L'OTAN

EDITORIAL

PAR RAYMOND DOUYERE

PRESIDENT DE GEOSTRATEGIES 2000

Beaucoup de commentateurs, politiques, sociologues, statisticiens, nous alertent sur la montée d'un populisme xénophobe, en Europe, mais aussi dans de grandes démocraties, comme les Etats-Unis ou encore l'Australie.

Les plus pessimistes parlent d'une situation rappelant celle des années 30 à 40... avec le résultat que l'on sait, la guerre de 39/45...et ses horreurs.

Sur le continent européen, c'est sous nos yeux une réalité, en Pologne ou en Hongrie, c'est en France la montée en puissance des intentions de vote pour Marine Le Pen, en Italie le mouvement populiste de Beppe Grillo, et récemment le 4 septembre la défaite cuisante d'Angela Merkel en Poméranie orientale !! La crise de la démocratie est bien là. Il convient d'en bien cerner les causes, et tenter d'y apporter remède !

Le substratum principal en est la crise économique durable qui secoue le monde, non seulement occidental ou moyen-oriental, mais aussi les pays en voie de développement, et même la Chine, moteur principal ces dernières années de la croissance mondiale.

Tous les économistes en conviennent, la croissance mondiale se maintiendra entre 1,5 % et 3 % sur les 20 prochaines années. Nous ne connaissons plus les taux de croissance radieux de 7 à 8%, qui ont sorti plusieurs centaines de millions d'hommes de la pauvreté dans le monde, entre les années 1970 à 2000.

En cause la globalisation de l'économie et maintenant sa transformation. La globalisation est intrinsèquement violence et colère comme le souligne Arjun APPADURAI,* dans son interview dans la revue Esprit... elle entraîne de multiples cas de souffrances sociales...donc de l'inquiétude, la méfiance vis-à-vis de l'autre... surtout si il est étranger et va parfois jusqu'à la haine vis-à-vis de ces derniers !... La boucle est bouclée !!!

Le dernier G20 a fait le constat de la méfiance grandissante des populations à l'encontre de la mondialisation et même si la globalisation semble aujourd'hui déjà transformée... nous sommes passés du GAFA (Google, Apple, Face Book, Amazon) au NATU désignant les nouveaux instruments de cette transformation soit Netflix, Airbnb, Tesla et Uber, l'inquiétude reste très prégnante et source de conflits potentiels à venir ou déjà avérés !

S'ajoute à cela le déséquilibre des structures démographiques... pays occidentaux en baisse de natalité et vieillissants et pays pauvres avec une natalité galopante et globalement jeunes.

Cette dernière constatation est considérée comme un invariant sur les 50 prochaines années. Elle entrainera, comme il en a toujours été dans le passé, un mouvement de populations pauvres vers des zones à niveaux de vie plus aisés. D'où une autre manifestation d'inquiétude... la peur d'être envahi !

Comment agir pour pallier ces difficultés ?

Le président Obama (il n'est heureusement pas le seul) affirme « *Si les pays avancés ne font pas assez attention aux inégalités, si nous ne faisons pas assez attention, non seulement à la croissance totale mais à la manière dont elle est distribuée, alors oui il y aura des réactions contre la mondialisation et contre le commerce mondial* »

Pour l'Union Européenne qui n'a pas su faire face à la vague d'émigration, résultante des conflits du Moyen-Orient et des régions sub-sahariennes, il s'agit de trouver des solutions rapides et pérennes :

Premièrement, une harmonisation des disparités économiques des différentes zones européennes par le biais d'un budget européen conséquent et...redistributif !

Deuxièmement, une régulation sans faille des dysfonctionnements de la fiscalité appliquée aux capitaux et profits générés sur le sol de l'Union.

Troisièmement, parvenir à une intégration harmonieuse des populations venues d'ailleurs. C'est-à-dire, peut-être prendre en considération des zones plus larges comme le projet (malheureusement mal en point) d'Euro-méditerranée en était les prémisses, qui permettrait une autre vision d'un avenir commun.

Pour y parvenir nous n'avons pas besoin de moins d'Europe...mais de plus d'Europe !

Devant les replis identitaires et xénophobes la seule réponse c'est l'accueil bienveillant de l'autre avec ses différences et la conviction que nous avons et nous aurons, quoiqu'il arrive, un destin commun sur cette planète.

A ce titre la religion musulmane, dernière venue en nombre sur le territoire Européen (tout au moins dans ce siècle) doit faire l'effort nécessaire d'adaptation à nos modes de pensées, de vie, de respect de la laïcité de l'Etat.

A Kamel DAOUD** nous disons notre accord à ses propos : *« L'islamophobie est née de l'islamisme. On aura beau parlé de calcul électoraliste en occident, de défaite de l'altérité, de peur, de rejet et de racisme, la filiation est d'abord celle de l'islamisme. C'est cette dérive totalitaire sur le corps ou l'espace avec son ambition mondiale et ses expressions violentes ou moyenâgeuses, qui a inventé l'islamophobie » ...« et cette évidence de la filiation, douloureuse, et à admettre pour les musulmans, de foi, de culture, ou d'histoire, en occident ou ailleurs, pour pouvoir s'en défaire, ne pas céder au statut de victime, la dépasser et lutter contre elle»*

* Sociologue culturaliste et anthropologue

**Ecrivain et journaliste algérien d'expression française

« LES ENJEUX DE L'ENVIRONNEMENT A L'HEURE DE LA COP 21 »

A la veille de la clôture de la COP 21, Géostratégies 2000 a reçu le 10 décembre 2015, dans les salons du Palais du Luxembourg, autour d'un petit déjeuner, Laurent Tapadinhas, directeur, adjoint à la Commissaire Générale au Développement Durable.

Cet Ingénieur Général des Ponts, des Eaux et Forêts a fait le point sur la stratégie et les ambitions de la France en matière de développement durable. Il a également salué la nouvelle dynamique mondiale en faveur de l'environnement, très palpable tout au long des négociations entre les représentants des 195 pays présents au Bourget.

Le concept de développement durable, qui fut au cœur des débats de la COP 21, a été évoqué pour la première fois dans le rapport Brundtland, en 1987, dans une publication des Nations Unies, rappelle, en guise d'introduction, Laurent Tapadinhas. On peut le définir comme « un développement qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Il a servi de base au Sommet de la Terre, qui s'est déroulé à Rio en 1992, et où se sont réunis 173 chefs d'Etat. Cette conférence est particulièrement importante, car elle va permettre à la communauté internationale de prendre conscience des grands enjeux environnementaux.

Il s'agit, en fait, de réconcilier trois domaines. L'économique (politique énergétique, industrielle, agricole, production raisonnée, transport) ; le social (santé, travail décent, lutte contre la pauvreté) et l'environnemental (pollution, gaz à effets de serre, dérèglements climatiques, menaces sur les ressources naturelles...). Or, les opinions divergent lorsqu'il s'agit de trouver un équilibre idéal.

Certains acteurs soutiennent que l'environnement prime sur la société, et que l'économie elle-même est incluse dans la société. Toutefois, on ne peut nier la réalité : l'économie a désormais pris le pas sur les autres secteurs.

Un autre enjeu, et non des moindres, est celui de la gouvernance, souligne Laurent Tapadinhas.

Pendant longtemps, les rapports de force entre pays riches et pauvres ont dominé ces grands « messes » internationales. Il était très difficile, voire impossible d'imposer des limitations, et encore plus de contrôler si les mesures avaient été appliquées. Mais, de plus en plus, aux côtés des acteurs gouvernementaux, la société civile fait entendre sa voix, la démocratie participative joue pleinement son rôle dans ce domaine.

UN SURSAUT INDISPENSABLE

Après Rio et Kyoto, en 1997, Paris est donc l'hôte de la 21ème conférence des parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Un rendez-vous crucial, car il s'agit de redéfinir de nouveaux objectifs en matière de plafonnement des gaz à effet de serre.

Des signes encourageants également, puisque tous les participants se sont engagés à contenir la réchauffement mondial au dessous de 2°, voire de 1,5°, d'ici 2050.

A son échelle, la France a atteint d'excellents résultats, puisque les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 13% entre 1990 et 2013.

De nouvelles pratiques et filières apparaissent, se réjouit Laurent Tapadinhas. Entre 2004 et 2012, les éco-activités ont vu leurs offres d'emploi augmenter de 36% (soit 1,8% de l'emploi intérieur total). Une dynamique de mutation urbaine se met en place, avec le développement d'éco-quartiers. Un Comité national de transition écologique existe désormais, mais tout ceci doit s'accélérer.

Certes, depuis 10 ans, on observe un recyclage des déchets en hausse de 60%; dix fois moins de sacs plastiques en circulation que dans les années 2000, et des espèces menacées comme la loutre, le castor ou le loup, qui ont vu leur situation s'améliorer. Mais, la pollution accentuée sa pression avec la mondialisation, l'urbanisation et la consommation de masse. Les oiseaux ont diminué de 35%, la moitié des zones humides s'est dégradée depuis 2000 et les déchets ont bondi de 25% depuis 1996 (600 kilos par habitant et par an).

De plus, si le niveau moyen des gaz à effet de serre a baissé en France (environ 8 millions de tonnes par an), cela ne reflète pas l'évolution de l'empreinte carbone du Français, qui se situe aux alentours de 12 millions de tonnes, et qui, elle, prend en compte les émissions liées aux importations, donc les produits fabriqués à l'étranger, mais vendus et consommés en France.

Le changement climatique a des répercussions multiples, mais touche particulièrement l'agriculture, avec les sécheresses, les feux de forêt, les inondations à répétition. Plus spécifiquement, en France, les dates des vendanges commencent à changer et de nouveaux parasites apparaissent. A l'échelle du monde, les risques pour la santé humaine sont encore sous estimés. Mais, ils pourraient saper tous les gains en termes de santé publique depuis cinquante ans.

La France affiche clairement une stratégie de développement durable, note Laurent Tapadinhas. Les bases d'une transition écologique sont lancées, basées sur les innovations technologiques et sociales. Elle s'articule autour de trois axes. Sobriété dans l'utilisation des ressources, développement de politiques territoriales (et non plus sectorielles) et transition énergétique vers une croissance verte (Loi Royal de l'été 2015). Concrètement, on peut citer le projet « zéro déchets ». Un enjeu d'importance quand on sait qu'il y a 17 milliards de sacs plastiques utilisés en France et 8 milliards abandonnés dans la nature. Egalement, à Strasbourg, une station d'épuration qui recycle les déchets et fabrique du bio méthane pour alimenter le chauffage urbain.

Sur le plan financier, de nouveaux fonds d'investissement « verts » se créent, le financement participatif dans les énergies renouvelables (éoliennes, solaire) connaît un succès croissant.

Les mutations professionnelles sont en cours, de nouvelles compétences sont requises, de nouvelles filières d'enseignement sont proposées.

Chacun doit s'approprier la transition écologique, au travers de projets comme celui intitulé « Familles et Energies Positives », note Laurent Tapadinhas, qui insiste beaucoup sur le mot « transition », car il s'agit d'une politique de long terme, qui se construit étape par étape.

La mobilisation de tous les acteurs est aussi vitale. Lors de cette COP 21, de très nombreuses associations et ONG font entendre leur voix. Au niveau national, des actions concrètes

ont été présentées par l'ADEM, par la Fédération des bovidés, qui a expliqué, entre autres, comment produire du « boeuf bas carbone ».
Toutes ces initiatives rendent optimistes, mais il faut absolument continuer et amplifier le mouvement, conclut Laurent Tapadinhas.

L'intervention de M. Tapadinhas a été suivie d'un débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

Georges Grosz (Consultant. Associé Corporate Développement International) :

Comment faire passer la notion de développement durable auprès de la population?

Quelles actions mener? Est-ce évoqué à l'école?

Il y a maintenant beaucoup d'outils en ligne pour sensibiliser le citoyen. Sur le site de l'ADEM, par exemple, on explique comment calculer sa propre production de CO2.

Dans les écoles urbaines, de plus en plus, on initie les enfants à cultiver des jardins potagers.

Cela les aide à mieux comprendre le rapport à la nature

Dans cet optique, on enseigne aussi de nouveaux savoir faire dans le bâtiment.

L'écologie ne doit pas apparaître comme punitive.

Il faut associer et impliquer le plus grand nombre possible de personnes dans la mise en oeuvre de projets.

Jean-Pierre DUPORT (Ancien Préfet d'Île de France) :

Pourquoi ne pouvons nous pas aborder sereinement des questions clés comme l'approvisionnement en eau du Tarn? Comment a-t-on pu en arriver à ces manifestations contre le barrage de Sivens et à la mort d'un homme ?

En France, nous avons une société civile très réactive et une incapacité à poser les termes du débat, de façon démocratique. Les associations environnementales sont très structurées, mais nous améliorons nos outils en terme de concertation publique. Il y a de plus en plus de débats, à tous les niveaux.

Pour éviter les affrontements, il faut commencer la discussion le plus en amont possible. Chacun en a maintenant conscience.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :

Au sein de l'administration, il y a une volonté d'imposer sa propre vision, souvent sans vouloir expérimenter d'autres solutions proposées. Qu'en pensez-vous?

L'administration d'Etat est de moins en moins porteuse de projets. De plus en plus, les collectivités locales prennent le relais, et comme je le disais précédemment, le travail se fait de plus en plus en amont. Le projet « Aéroport CDG Express » a été transformé après débat public. La première mouture pour relier la Gare de l'Est à Roissy était très coûteuse et lourde pour l'environnement, avec notamment l'obligation de construire des tunnels dans les zones traversées.

Le projet final a été nettement amélioré et a gommé les incohérences.

Michel Cantal-Dupart (Architecte) : *Pourquoi ne pas favoriser les missions et vocations scientifiques pour trouver et améliorer les façons de mieux traiter notre planète?*

Pierre Lepetit (Consultant) : *Quel rapport entre l'environnement et les entreprises?*

Doit-on parler de contraintes ou de développement?

Notre Direction de la Recherche est très active dans ce domaine.

Beaucoup d'entreprises se mobilisent autour du concept d'« environnement industriel »

Malheureusement, les pays qui aspirent au développement économique, rejettent encore l'idée de conservation, préservation.

Or, la nature est là, elle apporte des services que l'on essaie de plus en plus de quantifier, de valoriser. Cela est particulièrement vrai pour les forêts.

On développe aussi une agriculture biologique qui respecte les cycles. Certaines terres sont ainsi gardées sans cultures, ce qui limite les écoulements et évite les catastrophes naturelles.

Richard Hallows (Directeur commercial - Groupe Cerestar) : *Est-il vrai que la plantation massive d'arbres peut contribuer à l'absorption des gaz à effet de serre? Si oui, y a-t-il en France une politique de ce type?*

Oui, il y a maintenant des plantations massives d'arbres, là où les forêts ont été le plus décimées, au Kenya, en Haïti, au Brésil.... C'est un enjeu mondial. Cependant, en France, nous ne sommes pas concernés directement par ce problème.

François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : *Certains pensent que la réalisation des objectifs environnementaux (plus 1,5 ou 2°) impose de ne pas extraire tout le pétrole existant dans le sous sol de la terre ? Qu'en pensez-vous?*

Bien sûr, une grande partie de ces ressources doivent rester dans le sous sol pour atteindre ces objectifs.

Il faut savoir se limiter pour pouvoir maîtriser les conséquences.

Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : *Pourquoi toujours se poser en coupable et ne pas rappeler que la France est un très bon élève sur le plan environnemental, qui émet deux fois moins de CO2, par habitant, que l'Allemagne et trois fois moins que les USA et le Canada?*

La France ne culpabilise absolument pas. Elle revendique le sentiment d'être exemplaire.

La Loi Royal de transition énergétique vers une croissance verte en est le meilleur exemple.

Elle a également très bien joué son rôle d'organisateur de la COP 21 et œuvre activement en ce moment à son succès. Elle soutient des initiatives intéressantes comme la présentation, par tous les pays, de leurs contributions nationales dans la lutte contre le réchauffement climatique. Elle appelle aussi de ses vœux la création d'un fonds vert de 100 milliards de dollars en faveur des pays les plus pauvres et vulnérables pour leur permettre de s'adapter aux changements climatiques.

Jacques Taranger (Inspecteur du Personnel Civil de la Défense) : *Que pensez-vous de l'utilisation de satellites spécialisés qui ont l'avantage de « surveiller » la planète entière avec des mesures précises dans la durée?*

Le France s'engage résolument dans cette voie. Le CNES porte le projet « MicroCarb », un micro satellite qui va cartographier à l'échelle planétaire les sources et les puits de CO2. Il va mesurer les flux de CO2 mais aussi de méthane (deuxième gaz à effet de serre). Le lancement est prévu en

2020 et la France finance au départ à hauteur de 25 millions d'euros (sur un total de 175 millions).

Marie-Clotilde HINGRAY
Propos non revus par intervenants

« LES ATOUTS ET LES DEFIS DE L'AFRIQUE AU XXIEME SIECLE »

FRANÇOIS LONCLE

Le mercredi 27 janvier, Géostratégies a reçu dans les salons du Palais du Luxembourg, François Loncle, député de l'Eure, ancien Ministre et membre du Conseil National du Parti Socialiste.

Autour d'un petit déjeuner, ce fin connaisseur de l'Afrique nous a brossé un tableau très complet et détaillé de ce continent, terre de contrastes et de mutations, encore en butte à de nombreux défis mais dont le potentiel ne doit pas être sous-estimé.

François Loncle, persuadé que l'avenir du monde se trouve en grande partie en Afrique, a réitéré son souhait de voir la France redevenir un partenaire de premier plan et a également plaidé en faveur d'un engagement plus fort de l'Union Européenne.

Le continent africain est un continent d'avenir à la croisée des chemins. Malheureusement, la couverture médiatique se focalise sur les crises et nie les progrès, soupire François Loncle tout en illustrant ses propos par un proverbe « Quand un arbre tombe, on l'entend. Quand la forêt pousse, pas un seul bruit » Cette perception est trop restrictive et alarmiste, elle occulte les changements et sous-estime les profondes mutations à l'œuvre. Il faut une vision globale et optimiste, une démarche pragmatique et concrète. Il y a de nombreuses raisons d'espérer. La croissance est robuste, elle attire de plus en plus de capitaux étrangers. Parmi les dix pays ayant connu la plus forte croissance depuis quinze ans, on compte l'Angola, l'Ethiopie, le Mozambique, le Rwanda et le Tchad.

Avec ses 30 millions de km², l'Afrique ne représente pas un bloc monolithique. Elle recouvre une grande diversité, sanitaire, culturelle, économique, politique et doit faire face à quatre défis majeurs, observe François Loncle. Il lui faut tout d'abord maîtriser sa démographie. Vers 1950, il y avait 240 millions d'Africains, ils sont maintenant plus d'un milliard et devraient atteindre les 2 milliards en 2050. Le Nigéria, l'Ethiopie et la République Démocratique du Congo feront alors partie des 10 pays les plus peuplés au monde. Entre 1960 et 2050, par exemple, le Niger aura vu le nombre de ses habitants passer de 3 à 63 millions. La baisse de la mortalité et le maintien important d'un taux de fécondité expliquent ce fort accroissement, de l'ordre de 2,7% par an. En moyenne, une Africaine donne naissance à 5,4 enfants, le Niger détenant le record mondial avec plus de 7 nourrissons par mère. Avec, pour conséquence, un exode rural massif et une urbanisation anarchique. La croissance urbaine (4,5% par an) y est la plus rapide au monde. On dénombre 40% de citadins (60% prévus en 2040 et déjà 57 mégapoles).

Cette évolution est inquiétante, car elle va favoriser les épidémies, l'appauvrissement et pénaliser les politiques publiques en matière de santé, de scolarité et d'emploi. Déjà, le PIB par Nigérien a diminué d'un tiers en un demi-siècle. Cependant, elle n'est pas inéluctable, et des Etats comme le Sénégal et l'Afrique du Sud freinent ces tendances, enregistrant une forte baisse de la fécondité, se réjouit François Loncle.

Depuis la conférence de 2011 à Ouagadougou, la planification familiale n'est plus un tabou.

Avec l'émergence de classes moyennes et le développement économique, la prise de conscience est de plus en plus nette. La coopération entre pouvoirs publics et églises se révèle aussi très efficace. Tout comme l'encadrement scolaire, un vecteur essentiel, puisque 43%

de la population a moins de 15 ans. Le Niger l'a bien compris puisqu'il consacre 21% de son budget national à l'éducation.

PACIFIER DES TERRITOIRES DECHIRES

Mais tous ces efforts seront vains, si l'Afrique ne réussit pas à se stabiliser et à juguler les menaces sécuritaires, martèle François Loncle. L'expansion du fanatisme islamiste est un

défi majeur, qui concerne directement l'Europe avec les arrivées massives de migrants. Après l'Algérie (1991-2002), l'extrémisme religieux violent se propage en Somalie, au Soudan, au Mali, au Nigéria, au Kenya, en Tunisie et en Libye. Les régions pauvres et reculées, où règnent la désespérance sociale, des tensions interreligieuses ou interethniques, sont des cibles faciles, surtout quand le contrôle étatique ne s'exerce que de manière faible, laissant place à tous les trafics.

Deux crises graves ont secoué le continent ces dernières années, au Mali et au Centrafrique, ce qui a nécessité l'intervention de la France, qui a agi à la demande des pays africains et avec un mandat de l'ONU. Notre rôle de « gendarme de l'Afrique » est bel et bien révolu, précise François Loncle. L'opération Serval, au Mali, a permis de repousser l'offensive djihadiste, de reconquérir l'intégralité du territoire, et de démanteler une partie d'AQMI. Pour autant, le danger existe encore, car des groupes armés se sont réfugiés dans le sud libyen.

Quant à l'opération Sangaris au Centrafrique, débutée en décembre 2013, elle a permis de séparer les rebelles musulmans et les milices chrétiennes, de les désarmer et de rétablir un minimum de sécurité dans un pays aux structures étatiques quasi inexistantes.

Depuis août 2014, le dispositif militaire français est placé sous un commandement régional unique, c'est l'opération Barkhane. Cela permet une plus grande efficacité et une

coopération militaire accrue avec les pays africains concernés (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad). Car la France, seule, ne peut stabiliser cette partie de l'Afrique. Elle les aide à se doter d'une véritable défense, formant chaque année 20 000 soldats et les poussant à coordonner leurs actions au sein de l'Union Africaine, notamment.

La décision de l'Union Africaine, lors du sommet d'Addis Abeba du 31 janvier 2015, de créer une force mixte multinationale de 8500 hommes pour combattre Boko Haram, s'inscrit dans cette nouvelle orientation.

Le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, la Conférence sur la sécurité maritime (piraterie, trafics) qui se tiendra en mars 2016 au Togo, vont également dans la bonne direction. La France essaie aussi d'impliquer davantage l'Union Européenne, souligne François Loncle, mais les réticences sont encore nombreuses. Pourtant, il y a désormais une opération d'entraînement des forces armées maliennes (EUTM) comportant environ 600 formateurs français, allemands, belges et espagnols, ainsi que la mission EUFOR au Centrafrique.

Toutefois, les attentats du 13 novembre font bouger les mentalités. L'Allemagne et la Lituanie vont envoyer des renforts militaires au Mali. L'Europe commence à réaliser que son avenir se joue en partie en Afrique, où l'essor économique doit être considéré comme une priorité absolue, si l'on veut éradiquer le terrorisme, stabiliser les Etats et redonner espoir à la jeunesse.

ACCOMPAGNER LE DECOLLAGES ECONOMIQUE

C'est là le troisième grand défi. Il faut passer à une économie de production et booster le développement rural, indispensable pour atteindre la sécurité alimentaire. Or, actuellement, les cultures vivrières ont leur rendement qui baisse en Afrique subsaharienne. Il faut réagir en améliorant les infrastructures de transport, et éviter ainsi que les récoltes ne pourrissent sur place.

Il faut aussi de vastes replantations forestières comme le projet de « grande muraille verte » lancé en 2007 et qui vise à reboiser les terres sahéliennes comprises entre la Mauritanie et l'Erythrée.

Le programme d'électrification (250 milliards de dollars) qui va être lancé est une urgence, puisque deux tiers des Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité;

Pour le moment, déplore François Loncle, l'Afrique est encore trop dépendante des bailleurs de fonds internationaux, même si les transferts d'argent des migrants vers leurs pays d'origine sont devenus nettement supérieurs à l'aide publique au développement (62,9 milliards de dollars contre 54,1 en 2014).

La France, qui affecte 80% de son aide au développement à l'Afrique et souhaite la doubler d'ici 2018, doit retrouver un rôle de premier plan. Il faut enrayer la chute du nombre des expatriés (un tiers en 20 ans), qui ne sont plus que 102 000. Cinq fois moins nombreux que les Chinois de Pékin! La proximité géographique, l'héritage historique, la langue, le métissage des cultures et des peuples font de la France un partenaire naturel, assure François Loncle. Elle ne doit pas céder de terrain face à des puissances comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Turquie, qui s'y implantent à grande échelle.

Grand réservoir de consommateurs et de main d'œuvre, l'Afrique s'intègre déjà dans les grands circuits commerciaux. La Côte d'Ivoire développe son potentiel agro-alimentaire, le Ghana, son industrie manufacturière, l'Ethiopie, l'industrie du

textile et de la chaussure. Ce pays étant un bel exemple de vitalité économique (plus 10% de croissance par an) et de progrès social. Le processus d'industrialisation de Taiwan, dans les années 60, sert de modèle de développement à de nombreux Etats, notamment le Burkina Faso. La coopération opère dans tous les secteurs. L'énergie, le médical, les transferts de technologies, la formation universitaire,

L'Afrique prend en main son destin, mais tous ces efforts seront couronnés de succès, uniquement s'ils sont accompagnés d'une vraie démocratisation, insiste François Loncle. La nouvelle génération de responsables politiques en est consciente. nous devons soutenir leurs efforts mais refuser toute ingérence. L'Afrique doit trouver ses propres voies, éradiquer les fléaux qui la minent, comme le clientélisme et la corruption. Et faire davantage entendre sa voix sur la scène internationale. D'autant plus qu'elle est touchée de plein fouet par les profondes évolutions qui affectent le reste du monde. Comme le changement climatique, alors qu'elle n'émet que 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre....

Elle doit être reconnue et respectée. A cette condition, elle sera alors l'avenir de l'humanité, comme elle en a été le berceau. « Si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller loin, marchons ensemble » conclut François Loncle.

Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat, riche en échanges, qui a suivi l'intervention de François Loncle.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Après la COP 21, la France a promis 3 milliards d'aide à l'Afrique. Connaissez-vous la répartition?*

C'est un virage. En même temps, l'Agence Française de Développement et la Caisse des Dépôts se sont rapprochées. Ceci doit être une garantie supplémentaire pour que l'aide aille dans les bonnes directions.

L'image de la France a été ballottée, suite à son désengagement du continent africain.

Nous sommes en train de faire marche arrière. La reconstruction est en marche avec le monde des affaires, les Instituts Français et également l'Armée.

Depuis 1994, le budget des Affaires Etrangères et de la Culture Extérieure se dégrade. Il faut absolument stopper cela.

Vice-Amiral Pierre Sabatié-Garat (Gérant Euratlantique - Conseil) : *Que pensez vous du projet d'électrification de l'Afrique lancé par M. Borloo?*

Le Rwanda est un exemple de développement réussi, qui ne s'appuie pas sur la production de matières premières.

Est-ce un exemple transposable à ses voisins?

M. Borloo a d'excellentes idées. Les critiques selon lesquelles ce projet renvoie à nos anciennes pratiques avec l'Afrique, qu'il y aurait des détournements, me semble infondé.

En revanche, si cela peut contribuer à renforcer l'influence française, c'est une bonne chose. Sinon, ce seront les Chinois et les Indiens qui occuperont tout le terrain.

Toute immixtion n'est pas un péché mortel.

Ce qui me fait peur, c'est le mécanisme sur lequel ce projet va reposer. Je crains une usine à gaz, si, pour récolter des

fonds, on crée une structure qui pourrait vite devenir une instance de blocage. C'est un vieux défaut français. Le Rwanda est un beau modèle de développement, tout comme l'Ethiopie. Mais les relations sont tendues avec la France à cause du génocide. On devrait tourner la page. Faire porter sur la France cette responsabilité est une injustice majeure.

Jean-Louis Malvy (Directeur scientifique - Vae Solis) :
Quid de la corruption en Afrique ?

C'est un gros handicap et cela existe même dans les Etats de droit.

Il faut plus de vigilance, de sanctions de la part des instances internationales;
C'est un grand défi.

Francis Babe (Directeur des Etudes - Association Régionale des Auditeurs IHEDN)

Jean-Louis Pierrel : (Relations Universitaires - IBM France- Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) :
La Chine ne devient-elle pas le néo colonisateur de l'Afrique?

Pratique-t-elle le développement ou la prédation?

Tous les BRICS ont vite senti le potentiel de l'Afrique, mais la Chine l'a fait brutalement, à sens unique. Elle exige des parts dans les exploitations minières, en échange de la construction de routes, de ponts.

La perception de cette politique par la population africaine est très mauvaise. C'est un succès très mitigé, même si la Chine a réussi son implantation.

La France a proposé de nouer des partenariats franco-chinois en Afrique. Nous ne savons pas encore quelle suite sera donnée.

Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances (H))
Paul Drezet (Magistrat Honoraire à la Cour des Comptes)
Jacques Taranger (Inspecteur du Personnel Civil de la Défense):

Quid de la francophonie? La France sait-elle se servir de cet instrument d'influence?

L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) est-elle un soutien réel pour les pays francophones africains? La multiplicité des langues et des religions pourrait-elle permettre une harmonie, à défaut d'une unité africaine?

La Francophonie souffre d'un déclin dramatique en matière de moyens.

Il faut redresser la barre, faire des efforts supplémentaires. L'OIF fonctionne, mais elle a perdu beaucoup en dynamisme et en initiatives. De plus, le Français est de plus en plus grignoté de toutes parts

Jacques Taranger : *Quel est le rôle du Brésil?*

Il y a la langue portugaise au Mozambique et en Angola, ce qui peut constituer des pôles d'attraction.

Mais, actuellement, le Brésil n'investit plus beaucoup, car il traverse une grave crise économique.

Jean-Pierre Duport (Ancien Préfet d'Île de France) : *Je préfère l'expression « état de droit » au mot « démocratie » en Afrique. Cela me semble plus adapté. Est-il judicieux d'accepter des entorses au niveau de la gouvernance?*

L'Etat de droit est un minimum vital.

Il vaut mieux parler de régimes démocratiques plutôt que de la démocratie..

Il ne faut pas imposer un modèle, être maladroit, donneur de leçons

Il y a un tronc commun à respecter, avec un système judiciaire et parlementaire indépendant;

Ensuite, il faut un peu de souplesse.

Lorsque la France déclare que les mandats exécutifs et législatifs doivent durer au maximum deux fois cinq ans, les dirigeants africains sont effarés et on peut les comprendre, puisque pendant 180 ans, la France a eu le septennat à vie. Ce discours est tenu à cause de la corruption, pour tenter de l'enrayer, mais c'est une erreur.

Il faut plus de concertation.

Jean-Yves Le Fevre (Ancien Directeur d'exploitation de la Banque Hervet) : *Pouvez-vous nous dire quelques mots de ce qui se joue actuellement au Burkina-Faso?*

Le Burkina-Faso est un pays enclavé, sans moyens. Le Président Compaore est resté 25 ans au pouvoir et il a fait le mandat de trop. De plus, il n'avait pas préparé sa succession.

Sur le plan international, le bilan est positif. Il a été un grand médiateur en Afrique de l'Ouest.

Sur le plan national, il a été victime de son entourage. D'ailleurs, dans le gouvernement qui se met en place, beaucoup sont d'anciens proches de Blaise Compaore. La transition est trop longue et contestable.

Maintenant, le pays n'est plus autant à l'abri d'AQMI. il y a des risques, une certaine fragilité (comme au Niger) car il y a eu une déstabilisation avec cette longue transition, ce qui a permis des infiltrations djihadistes.

Toutefois, il ne faut pas oublier que le premier contingent militaire à rejoindre Serval était celui du Burkina Faso.

Je garde mon estime envers lui. Je suis hostile au procès à son encontre.. Il ne faut pas entrer dans un système de vengeance. Je prône la réconciliation. il ne faut pas non plus faire revenir le mythe « Sankara », car sa dérive à la fin a été tragique. Son modèle n'était autre que le dictateur albanais Enver Hodja!!!

Il n'y a jamais eu d'ambiguïté chez Compaore sur la façon de combattre le terrorisme.

Simplement, il menait aussi une diplomatie parallèle qui a permis des négociations pour la libération d'otages.

Alain Guyon (Conseil) : *Quid du « deux poids-deux mesures », en particulier au Tribunal Pénal International (TPI) ?*

Omar El Bechir est poursuivi et les responsables des massacres dans la région des Grands Lacs ne le sont pas... Quelle crédibilité pour les démocraties en Afrique?

Il y a des gestions contestables. En agissant ainsi, le TPI nuit à sa propre image.

En Côte d'Ivoire aussi, il y a débat. Bagbo est poursuivi, mais pourquoi pas les autres?

Il semble vraiment que les vaincus ont toujours tort.

Joël Routier (Directeur commercial Air France) : *Le Bénin va avoir un nouveau Président.*

Que pensez-vous de la candidature de M. Lionel Zinsou, proche de M. Laurent Fabius?

Quelle est la logique de cette candidature franco-béninoise?

M. Lionel Zinsou est un financier. Il a créé des fonds de pension en Afrique. C'est un homme d'affaires qui connaît tout le monde en France, hommes politiques de gauche comme de droite.

Il ferait certainement un bon Président, mais il a un handicap, celui d'être considéré comme un « Parisien »

Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA - Président de l'ADOSM) :

Le Golfe de Guinée peut-il être sécurisé? Etes-vous optimiste, même si les prix du pétrole continuent à chuter?

La Conférence sur la Sécurité Maritime qui va se tenir au Togo, en mars prochain, sous l'égide de l'ONU, est une nécessité. Il faut prendre à bras le corps ce problème et je regrette que la France, et d'autres pays proches de l'Afrique, ne se sentent pas plus impliqués.

Mais, je reste optimiste, cela devrait se régler.

Paul Drezet (Magistrat Honoraire à la Cour des Comptes) : *Quelle est l'évolution de la présence des femmes aux responsabilités?*

Il y a des progrès considérables. Dans la composition des gouvernements, dans la gouvernance.

Leur rôle est primordial dans l'économie. C'est Catherine Samba-Panza qui préside le gouvernement de Transition Centrafricain, c'est aussi une femme qui a été élue maire de Nouakchott, Mme Maty Mint Hamady.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances (H)) : *N'allons nous pas progressivement vers une réduction de l'influence française en Afrique?*

Je reste optimiste, car nos lycées français sont remarquables. L'éducation et la formation sont les clés de la poursuite de notre présence.

Les PME jouent également un grand rôle, il faut leur faciliter la tâche, car elles représentent la vitrine de la France.

Je tiens à rendre hommage à l'ambassadeur de France à Bamako, Gilles Huberson, qui a fait un travail fantastique, qui a beaucoup œuvré en faveur des investissements économiques.

Le maintien de l'influence française est une lutte de tous les instants, à tous les niveaux.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par les intervenants.

« LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE : CONTINUITES ET CHANGEMENTS... »

PASCAL BONIFACE

Le mercredi 17 février 2016, Pascal Boniface, Directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) était l'invité de Géostratégies 2000, au cours d'un petit déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg. Il a apporté son regard d'expert sur la politique étrangère de la France, ses forces et ses faiblesses, en cette période de forte tension internationale.

Pascal Boniface, qui est également Professeur à l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Paris 8, a aussi dressé un bilan de l'action de Laurent Fabius, tout en esquissant les grandes lignes de celle qui pourrait être suivie par son successeur, Jean-Marc Ayrault. Avec, en toile de fond, le double héritage du Général de Gaulle et de François Mitterrand, deux Présidents qui ont œuvré pour la grandeur de la France, chacun à leur manière.

En politique étrangère, comme dans beaucoup d'autres domaines, la France alterne entre arrogance et auto dénigrement. Ce comportement doit cesser, déclare d'emblée, Pascal Boniface.

Il faut savoir affronter la réalité. Certes, la France est toujours une puissance, mais elle ne peut plus imposer ses vues. Toutefois, il faut relativiser, les USA et la Chine sont confrontés au même problème. De plus, cela ne signifie pas un effacement de la scène internationale. La voix de la France compte, elle peut entraîner derrière elle une coalition (comme au Mali et au Centrafrique), elle est membre permanent au Conseil de Sécurité, un siège très convoité, notamment par l'Inde et par le Japon. elle est très écoutée aux G7, G8 et G20. Sa légitimité est reconnue sur tous les grands sujets, que ce soit la sécurité et la gouvernance internationale, la COP 21 ou encore le terrorisme. Elle est la seule en Europe, avec la Grande-Bretagne, à avoir une

capacité de projection militaire. Ce qui lui permet, sur ce plan, de devancer l'Allemagne, leader incontesté au niveau économique.

ACTEUR MAJEUR DE LA DIPLOMATIE INTERNATIONALE

Par ailleurs, si les Accords de Minsk, qui ont mis fin au conflit entre la Russie et l'Ukraine, ont pu être signés, c'est en grande partie grâce à la France et l'Allemagne, qui ont fait jouer leur complémentarité, rappelle Pascal Boniface.

La fin de la guerre froide et donc, du monde bipolaire, a entraîné des évolutions stratégiques qui ont atténué le rôle de la France. Elle qui se revendiquait comme « un allié indépendant des Etats Unis » a dû renoncer à cette spécificité. Paradoxalement, la volonté de la France de dépasser la logique des blocs n'avait plus de sens, puisque ces blocs n'existaient plus!

Un autre processus, majeur, capital, est en train de s'achever, insiste Pascal Boniface. C'est la fin du monopole de la puissance du monde occidental, qui avait débuté voilà un peu plus de cinq siècles en 1492. L'Occident est toujours riche, mais il doit apprendre à partager.

Si l'on regarde l'Union Européenne, elle représente 6% de la population mondiale, 22% du PIB mondial et 50% des dépenses sociales mondiales. Des chiffres qui expliquent pourquoi l'Europe, si critiquée en interne, apparaît aussi attractive au dehors et fait figure d'eldorado aux yeux des migrants.

En France, la politique étrangère reste le domaine réservé du chef de l'Etat. Ceux-ci imposent leur marque. Le clivage est particulièrement net entre De Gaulle et Mitterrand, souligne Pascal Boniface. Pour Le Général, priorité à l'indépendance nationale, refus de toute aliénation, surtout vis à vis des USA (La France quitte le commandement intégré de l'OTAN en 1966), relations privilégiées avec les grands pays du tiers monde. Avec Mitterrand, dès 1981, l'atlantisme va revenir en force. Pour lui, l'indépendance est une illusion et il est préférable de se relier à la puissance américaine qui seule peut nous protéger. D'où son soutien au projet d'implantation des euromissiles américains en Europe.

Jacques Chirac, quant à lui, a fait preuve de clairvoyance en refusant de se laisser entraîner dans la seconde guerre d'Irak. Une analyse critiquée par certains, mais ensuite unanimement approuvée. Chez François Hollande, c'est le pragmatisme qui l'emporte. Il n'a pas d'approche globale de la politique internationale, contrairement à Laurent Fabius, qui ne cache pas son goût pour le concept.

A l'heure de son départ du Quai d'Orsay, son bilan est positif, il peut même rejoindre Hubert Védrine et Alain Juppé dans le classement des meilleurs Ministres des Affaires Etrangères, note Pascal Boniface.

Il a arraché un accord général à l'issue de la COP 21, les 193 pays présents, aux intérêts souvent divergents, ont tous signé. Un succès qui n'avait rien d'évident et qui a été salué par toute la communauté internationale. Bien sûr, le contexte était favorable, puisque les deux grands pays pollueurs (USA et Chine), ayant pris conscience du désastre, ont changé leur attitude et commencé à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

A la fois architecte et artisan des changements, il a réformé le Ministère des Affaires Etrangères. Le rattachement du Commerce Extérieur et du Tourisme s'avère positif. La féminisation des troupes s'accélère, la nomination d'un Ambassadeur pour le Sport va également dans le bon sens. Son attitude très sévère, presque inflexible dans les négociations avec l'Iran sur le nucléaire, a été critiquée. Il a pris le risque de faire capoter l'accord, en y insérant des clauses plus dures. Mais, au bout du compte, il a gagné son pari hasardeux.

En Syrie, le départ d'Assad, demandé avec emphase dès 2012, a été un échec, certes, mais il est collectif. Et aucune solution ne paraît envisageable à court terme.

REDESSINER CERTAINS CONTOURS

Que peut faire Jean-Marc Ayrault en 14 mois, s'interroge Pascal Boniface. C'est un peu court, mais c'est un poids lourd de la politique. Sa personnalité, un homme de l'Ouest, ses convictions de chrétien de gauche, le pousseront peut-être à redonner un nouveau souffle à la solidarité Nord/Sud.

Sa pratique de la langue allemande devrait lui être utile pour relancer le couple franco-allemand. Deux partenaires qui ne partagent pas les mêmes positions (sur la Grèce, les migrants), n'ont pas les mêmes intérêts, mais ont absolument besoin l'un de l'autre. Il vaut mieux éviter de critiquer publiquement Mme Merkel sur sa politique envers les réfugiés, celle-ci a la sagesse de ne pas se prononcer sur notre politique économique, observe Pascal Boniface.

Sa marge de manœuvre sera extrêmement faible en Syrie, où la guerre risque de s'enliser. Et il en sera de même pour le conflit israélo-palestinien, où toutes les initiatives seront gelées pendant la campagne électorale américaine.

En revanche, les relations avec la Russie pourraient se détendre. La Crimée a été annexée par son grand voisin, voilà deux ans, mais c'était une volonté de sa population. La position pro-ukrainienne très forte de l'Union Européenne, évolue quelque peu. Même le FMI reconnaît maintenant que le problème majeur de Kiev est la corruption de ses dirigeants. Ce pays est pillé par ses oligarques.

Aussi, une levée des sanctions contre la Russie (qui souffre en parallèle de la baisse des prix du pétrole) doit être envisagée, suggère Pascal Boniface. Ces sanctions sont contreproductives pour l'Europe et notamment pour les agriculteurs français. En revanche, les USA qui commercent très peu avec Moscou, ne sont guère affectés.

Cette décision aurait le double avantage de donner de l'air à notre économie et de prouver notre indépendance vis à vis des Etats-Unis. Par ailleurs, le couple franco-allemand en sortirait renforcé, promet Pascal Boniface, désireux de faire voler en éclats le pessimisme ambiant. Comment peut-on imaginer que les Français aient moins confiance en l'avenir que les Irakiens ? S'insurge-t-il.

Après cet exposé captivant, les questions ont fusé lors du débat animé, comme à l'accoutumée, par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA. Président de l'ADOSM) :

La France est le seul pays européen du Pacifique et de l'Océan Indien.

Quelle politique étrangère pour la France, en particulier avec l'Asie orientale (Chine, Japon, Singapour, Indonésie) ?

Incontestablement, on assiste à un redéploiement en Asie, pas seulement en Chine et au Japon.

Mais nous devons montrer une plus value pour attirer, car la diplomatie économique de nombreux pays de la région (Malaisie, Corée, Indonésie...) devient plus insistante. Désormais, le poste diplomatique de Pékin est plus important que celui de Washington.

Cette région a été trop longtemps ignorée ou limitée à la Chine. Cela change, le Japon vient de commander des Airbus.

Eric Verstraete (Directeur Financier Développement - Bouygues TP) : *L'influence de la France doit-elle aussi passer par ses grandes entreprises?*

Les chefs d'entreprise jouent de plus en plus un rôle clé. Les ambassadeurs ont réorienté leur stratégie, priorité est donnée désormais à la diplomatie économique, à la recherche de contrats.

Le reproche, comme quoi les ambassadeurs seraient trop repliés sur eux-mêmes, n'a plus lieu d'être.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires - IBM France - Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : *Est-il bien raisonnable pour l'Europe de rejeter la Russie dans les bras de la Chine?*

Nous avons besoin de la Russie, mais cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tous les sujets. Sur le dossier du nucléaire iranien, nous avons travaillé avec elle et elle nous soutient au Mali.

Il y a un contentieux sur l'Ukraine, malgré cela Poutine a été invité aux commémorations du débarquement en Normandie, malgré la pression des Américains. Le Président Hollande a eu raison d'insister et de l'accueillir. Il aurait été inacceptable de ne pas avoir la Russie à nos côtés pour ce 70ème anniversaire.

Sur la Syrie, nos positions divergent, puisque la France réclame le départ d'Assad, ce qui n'est pas le cas de la Russie.

La Realpolitik est obligatoire. On ne peut pas diviser le monde entre les bons, d'un côté, et les méchants, qui ne respectent pas les droits de l'homme, de l'autre.

Quand De Gaulle a rétabli les relations diplomatiques avec la Chine, ce pays était loin d'être une démocratie.

Nos relations avec la Russie doivent s'inscrire dans ce cadre. Il y a dans les media français un véritable « Poutine bashing ». Or, il est très populaire dans son pays, car il défend l'intérêt national russe. De plus, il a restauré le pouvoir d'achat et les Russes sont fiers de leur nation. Ils sont à nouveau patriotes. Il n'y a pas eu de régression de la démocratie par rapport à Eltsine. N'oublions pas que ce dernier a envoyé les chars contre le Parlement.

Les critiques méconnaissent de grands pans de la politique de Poutine et c'est regrettable.

Raymond Douyère (Président de Géostratégie 2000) : *Quelle est votre opinion sur la situation au Maghreb?*

Tout d'abord, je voudrais insister sur le fait qu'il n'y a pas eu un printemps arabe mais 22 récits nationaux très différents. Donc, il faut s'intéresser à l'échelon local.

Nos relations avec l'Algérie sont très bonnes, car il y a de moins en moins d'interférence.

L'acceptation du survol de nos avions en partance vers le Mali en est la meilleure preuve.

Au Maroc, les relations sont quelque peu pacifiées. La brouille semble terminée, après la procédure engagée en France contre un haut responsable du renseignement marocain qui avait provoqué le courroux de Rabat. Quant à la Tunisie, la France la soutient du mieux qu'elle peut. Mais la situation touristique est désastreuse à cause des attentats terroristes. La transition démocratique est réussie, mais elle demeure très fragile puisqu'il y a un coup d'arrêt sur le tourisme, principal secteur d'activité économique.

Paul Rechter (Vice-Président de Géostratégies 2000) : *Les initiatives des groupes politiques français se multiplient en faveur de la reconnaissance d'un Etat Palestinien. En Europe aussi. Quelle va être l'attitude de Jean-Marc Ayrault à ce sujet?*

Son inclination personnelle le pousserait à soutenir cette initiative, mais l'Elysée va le bloquer, Matignon également. François Hollande s'en tient au principe de

l'autodétermination. Il ne s'est pas non plus montré très critique lors de l'opération israélienne à Gaza.

De son côté, Laurent Fabius s'est battu pour obtenir l'entrée de l'Etat Palestinien à l'Unesco.

Raymond Douyère : *Un Etat binational en Israël et en Palestine serait-il viable?*

Cela n'est demandé par aucun des deux pays, mais, dans les faits, cet Etat est en train d'être constitué, même si officiellement, il est rejeté.

Ce qui m'inquiète, c'est l'importation de ce conflit, ses conséquences sur la société française, les tensions que cela crée entre communautés.

La situation semble bloquée. Israël est de plus en plus à droite et ne souhaite pas la fin de ces tensions; l'Union Européenne a renoncé à être acteur et les USA, aussi bien Hillary Clinton que les Républicains, sont plus que jamais pro-israélien.

De leur côté, les Palestiniens se radicalisent. La tentation de se désintéresser de cette région du monde est très dangereuse.

L'occupation d'un peuple par un autre est difficilement acceptable.

Eric Bonsch (Président CFA-Stephenson, Président Langues en Scène) : *Pouvez-vous nous éclairer sur la politique française au Sahel?*

C'est incontestablement la région la plus sensible de l'Afrique. Le Niger comptera 45 millions d'habitants en 2040 (contre 19 millions actuellement). C'est une bombe à retardement.

Si rien n'est fait, si aucun planning familial n'est mis en place, on va vers le désastre.

Les habitants vont fuir un endroit sans perspective, où on meurt de faim.

On est beaucoup trop orienté sur le sondage du jour, et on se soucie de moins en moins du long terme, ce qui est une grave erreur.

Certaines actions à court terme sont efficaces (comme l'intervention au Mali), mais elles doivent être intégrées dans la durée.

Raymond Douyère : *L'Europe pourrait-elle accroître son aide?*

Elle est déjà un acteur majeur, premier donneur d'aide. Mais, il faudrait renforcer le contrôle sur la gestion de ces fonds. L'Afrique représente 5% du développement économique global, mais celui-ci est basé sur les matières premières. Cela fait travailler peu de monde et engendre une grande corruption.

Peter Salinson (Ancien de Cambridge) : *Brexit ou pas de Brexit?*

Quel rôle pour la diplomatie française dans ce contexte?

Ce référendum va lever toute ambiguïté et apporter une nécessaire clarification. C'est une bonne chose. Si le « non » l'emporte, la question de l'indépendance écossaise se posera à nouveau.

Cameron a pris un très grand risque, car il n'a aucun contrôle sur ses électeurs.

Le moment choisi est le pire, car il y a une conjonction de facteurs très différents. La City et les élites appellent à voter

« oui », mais c'est peut-être un élément de plus en faveur du « non ».

En tout cas, si sortie il y a, elle sera plus coûteuse pour la Grande-Bretagne que pour l'Union Européenne.

François Cantegreil (Président Semia) : *Le sport a considérablement évolué en quarante ans. Comment se présente l'avenir?`
Pouvez-vous nous parler de l'IRIS?*

C'est un instrument de « soft power ». La candidature de Paris pour les Jeux Olympiques de 2024 doit être soutenue activement. Le sport est un instrument fédérateur, on défile derrière un drapeau, on chante l'hymne national, on reçoit des médailles. Cela facilite grandement les relations entre pays.

www.iris-france.org

Derniers ouvrages de Pascal Boniface:

« 50 idées reçues sur l'état du monde », *Armand Colin*, 2016.

« Atlas du monde global » (co-écrit avec Hubert Védrine), *Armand Colin*, 2016.

« La géopolitique », *Eyrolles* [3^{ème} édition], 2015

L'IRIS est un « Think Tank » créé il y a 25 ans. Il a de nombreuses publications, une revue trimestrielle, une lettre hebdomadaire et un site internet. Il organise des colloques, mène des recherches à la demande d'entreprises et de ministères. Il a également un public d'étudiants.

Nous essayons d'animer le débat en France et à l'étranger dans une optique internationale.

Marie-Clotilde Hingray

« GUERRE, MENSONGE ET VIDEO »

PIERRE SERVENT

Le mercredi 16 mars, Pierre Servent, journaliste indépendant et expert en stratégie militaire, était l'invité de Géostratégies 2000, au cours d'un petit-déjeuner organisé dans les restaurants du Sénat, Salon Pourpre. Alors que son dernier ouvrage « Extension du domaine de la guerre » vient de paraître, il nous a fait part de ses convictions, fruits d'une expérience de plus de vingt ans dans l'armée française. Il nous a éclairés sur les tenants et aboutissants des conflits en cours, sans rien cacher des menaces grandissantes qui nous entourent. Il nous a également incités à réfléchir sur la stratégie militaire présente et à venir de la France.

Les attentats de janvier ont confirmé mes craintes, assène d'entrée de jeu Pierre Servent. Depuis longtemps, je tentais d'alerter, en affirmant haut et fort que la France était dans le collimateur du salafisme totalitaire et que la guerre était déclarée. Je préconisais la création d'une garde nationale, la re-dynamisation de la réserve. Malheureusement, il a fallu attendre les massacres de novembre dernier pour que ces sujets retiennent l'attention. D'ailleurs, après janvier 2015, j'ai été abasourdi par la torpeur et le manque de réaction générale. Nous sommes sous l'emprise de la dictature des trois « i » : insouciance, idéologie et individualisme, » et ne savons pas comment affronter ces « drôles de guerre ». Elles sont très éloignées de ce que nous connaissons, mais se rapprochent quelque peu de la période comprise entre septembre 1939 et mai 40. La guerre est déclarée, mais rien ne se passe, il y a une certaine tranquillité, jusqu'à l'attaque allemande et l'effondrement de la France. Nous sommes dans le déni, observe Pierre Servent. Pourtant, on savait, au plus haut niveau, que des attaques de salles de concert étaient prévues.

Cette extension du domaine de la guerre recouvre plusieurs dimensions. La première est géographique. Daech a désormais des métastases sur tous les continents, excepté l'Antarctique et l'Amérique du Sud. Ce sont même de véritables cancers dans des pays comme la Tunisie, l'Égypte, le Sahel, l'Indonésie et bien d'autres encore. Il y a

parfois un ralliement d'anciennes cellules d'Al Qaïda, ou au contraire une concurrence, comme avec AQMI au Sahel.

En Europe, c'est la Belgique qui, proportionnellement, fournit le plus de djihadistes. Elle a commis l'erreur de confier la formation de ses imams à l'Arabie Saoudite, note Pierre Servent. Et cela a été lourd de conséquences. En effet, l'Arabie Saoudite, qui veut affirmer la légitimité de son leadership sur la communauté musulmane, et notamment l'Iran, prêche et défend le « wahhabisme », un islamisme ultra puritain, dont se nourrit Daech.

LA MULTIPLICATION DES MENACES

Il faut également prendre en compte la nature des combattants, ce sont maintenant des familles entières qui sont concernées. Les enfants sont instruits, dès leur plus jeune âge, dans le culte de l'islam le plus radical, tout comme leurs mères, qui avant leur conversion, pouvaient être de jeunes catholiques, ou même des athées. Cela pose le problème des enfants et femmes soldats kamikazes. Il y a une étroite imbrication entre population civile et combattants, une stratégie clairement assumée par Daech, et qui rend plus complexe les bombardements.

Enfin, il y a un très fort accent mis sur tout ce qui touche au « cyber ». La cyber-propagande, avec des revues, des vidéos mises en ligne par des équipes de communication professionnelle. Une mise en scène de l'horreur avec des

équipes créatives, qui font office, en quelque sorte, d'agences de publicité. Toutes ces mises en scène, très « hollywoodiennes » (le pilote jordanien brûlé, les décapitations...) sont destinées à nous terrifier et à fasciner les jeunes les plus fragilisés, à réveiller les pulsions les plus primitives, comme le goût du sang, martèle Pierre Servent.

Le cyber-recrutement joue également un rôle de premier plan. Les officiers de Daech, qui représentent 90 nationalités et peuvent donc toucher le plus vaste des publics, recrutent sur Internet. Leur travail est astucieux, ils provoquent une rupture entre le jeune qui a mordu à l'appât et son milieu d'origine, et le placent ainsi dans un état de dépendance face à son officier recruteur. Une démarche bien rodée et qui donne de bons résultats.

Quant à la cyber guerre, elle n'est encore qu'embryonnaire, reconnaît Pierre Servent. Certes, il y a eu des attaques informatiques, comme le piratage d'un site militaire américain, avec l'intrusion sur les écrans d'un drapeau de Daech, alors que le Président Obama visitait la base. Mais, le but ultime serait de détruire des centrales nucléaires et des QG militaires. Or, une attaque de ce type, surtout si elle vise les USA, serait perçue comme un nouveau Pearl Harbour, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer.

Il ne faut pas non plus négliger l'aspect psychologique. De nombreux chefs d'Etat adoptent désormais des postures très offensives. En Russie, en Turquie, en Chine, et bien sûr le Califat Islamique. Cette désinhibition par rapport à l'usage de la force vient du recul des Américains. Lorsque le Président Obama ne réagit pas à l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, durant l'été 2013, c'est un signal de faiblesse, il semble ne plus y avoir de puissance dominante. Et les actes offensifs se multiplient. La Russie annexe la Crimée, la Chine renforce de plus en plus son armée de projection et développe des missiles destinés à détruire des porte avions, très certainement américains, puisqu'ils sont les seuls à naviguer dans cette région du monde... L'ONU et l'Union Européenne ne parviennent plus à s'imposer sur la scène internationale. De nouvelles stratégies de puissance s'élaborent. L'Arabie Saoudite, qui n'a plus une très grande confiance dans les Etats-Unis, se rapproche de la France. Une alliance se forme entre la Russie et la Turquie, mais elle explose suite à de trop forts désaccords. En fait, remarque Pierre Servent, les Présidents Erdogan, Poutine et Xi Jinping pensent tous les trois être investis d'une mission divine. Le premier veut restaurer la « Grande Russie », le second la « Sublime Porte Ottomane » et le troisième, le « maoïsme », d'où de très fortes purges actuellement dans le pays. Ils sont tous les trois persuadés que le monde est gangréné par le modèle occidental, le consumérisme, le rejet de la religion, la libération des mœurs. Ils veulent représenter une force régionale qui s'appuie sur une forme de religion (orthodoxe, musulmane et maoïsme). Ce sont en quelque sorte des « démocraties ».

L'OBLIGATION DE FAIRE FRONT

Face à ce retour du désir de guerre, l'Europe est « larguée », martèle Pierre Servent. Depuis sa création et le rejet en 1954 de la CED (Communauté Européenne de Défense), il est clair qu'elle se construit contre la guerre, jugée immonde et immorale. Elle choisit de se développer sur un plan économique et social, à l'abri du mur de Berlin. Elle défend une approche « gentil bisounours », convaincue que la paix est éternelle. Deux Etats font exception à la règle, la Grande-Bretagne et la France, très présents sur toutes les zones de

conflit, dans les Balkans, en Irak, en Afghanistan et en Afrique. Mais, pour tous les autres membres, cette situation est très confortable, car elle ne coûte rien et n'entraîne aucune vindicte populaire. Ils ne peuvent donc être touchés par des accusations injustifiées de génocides, comme c'est le cas pour la France au Rwanda.

Cette philosophie, qui a prévalu pendant plus de cinquante ans, explique en grande partie pourquoi l'Union Européenne rencontre tant de difficultés à traiter du problème des réfugiés, soupire Pierre Servent.

Toutefois, se réjouit-il, la France est le seul pays à disposer d'une armée qui tienne encore la route

Même si les gouvernements successifs ont sacrifié notre Défense et ont réduit de plus en plus son budget pour préserver notre protection sociale, notre engagement militaire est indéniable.

Il y a une omerta sur ce que font nos armées, des missions peu compatibles avec un centre de gravité qui tourne autour du « compulsif, émotionnel et lacrymal ». Personne ne connaît le nom du chef d'état major des Armées, la figure du militaire a disparu des médias. Le seul qui ait été sous le feu des projecteurs est le Général Morillon, Commandant de la Force de protection des Nations Unies en Bosnie Herzégovine, en 1993, il n'a pas réussi à éviter le massacre des musulmans de l'enclave de Srebrenica, tombée aux mains des Serbes. Mais, c'est sa demande officielle de pardon au nom de l'Europe qui a fait de lui une sorte de « Mère Teresa en treillis » remarque Pierre Servent.

Nous refusons d'affronter la réalité, l'hypocrisie domine. Le « gauchisme culturel » a chassé le militaire, décrit comme catholique et de droite. Des valeurs comme l'engagement, la solidarité, l'esprit de corps ou encore le patriotisme ont été occultés, car elles n'étaient pas au diapason avec une certaine idéologie prônée par l'intelligentsia. Or, il va falloir absolument résoudre ces paradoxes, car maintenant, les Français ont peur, insiste Pierre Servent.

Après avoir mordu la poussière, comme en 1870, en 1914 et en 1940, nous commençons à mettre en place des réformes. L'état d'urgence a été proclamé, la loi sur le renseignement votée, mais notre mode de gestion est toujours celui du temps de paix et les mesures prises ne seront opérationnelles que d'ici trois-quatre ans. Il faut aussi détruire Daech, militairement, même si cette option ne résout pas tout. Il faut, en parallèle, miser sur le développement économique et sociétal de ces populations, lutter diplomatiquement contre l'islamisme radical et ses valeurs, retrouver notre fierté nationale.

Notre Armée compte de nombreux talents, elle est en pointe dans beaucoup de secteurs, mais l'asphyxie la guette. Elle ne pourra soutenir indéfiniment les nouveaux rythmes imposés par la guerre. Le manque de moyens, en hommes et en matériel, va devenir crucial.

Ces questions de défense concernent tous les citoyens, elles sont primordiales, tout comme l'avenir de l'Europe. Ces enjeux, trop souvent délaissés, doivent se retrouver au cœur de la prochaine campagne présidentielle, conclut Pierre Servent.

Après ce brillant exposé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat, riche en échanges.

Francis Babé (Directeur des Etudes - Association régionale des auditeurs IHEDN) : Faut-il faire son deuil de l'Europe ou peut-on encore espérer ?

Je ne veux pas désespérer de l'Europe. Malgré ses défauts, c'est une belle construction. Mais, elle est en train d'imploser à cause des migrants, du terrorisme et de la poussée des forces populistes.

La Belgique, par exemple, n'investit pas assez dans la lutte contre le salafisme, dans le renforcement de ses services de renseignement.

L'Europe doit retrouver ses ressorts, mais je suis actuellement très inquiet à cause de la gestion désastreuse du problème des réfugiés.

Jacques Taranger (Inspecteur du Personnel Civil de la Défense) : *Que penser pour le renseignement des relations françaises extérieur- intérieur (DGSE - DCRI) et de son efficacité?*

Le Sénat et l'Assemblée Nationale font un très bon travail. Ils auditionnent régulièrement les patrons de la DGSE et de la DCRI et en rendent compte dans des rapports très intéressants.

Globalement, les relations sont bonnes, mais ces deux entités ne partagent pas tout, il peut y avoir des querelles de chefs, d'ego.

La dimension judiciaire de la DCRI est parfois critiquée.

Selon moi, l'idéal serait de regrouper ces deux directions sous l'autorité d'un Ministre rattaché à Matignon.

Avec nos partenaires européens, il y a une volonté de coopérer, mais encore une grande inaptitude à se mettre dans une ambiance de guerre, d'où un manque d'efficacité.

Avec le Maroc, les relations sont bonnes. C'est plus compliqué avec la Tunisie, à cause de difficultés techniques, et l'absence d'un grand système informatisé et centralisé.

Quant à l'Algérie, sa situation est très inquiétante, elle va imploser, car elle ne dispose plus de la manne pétrolière qui achetait la paix.

La France doit mettre l'accent sur l'« intelligence » au sens anglo-saxon du terme. L'espionnage ne suffit pas, il faut puiser dans l'expérience, partager les informations.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : *Quelle est votre analyse sur Daech, ce mouvement salafiste devenu un Etat? Pouvez-vous évoquer la différence de comportements des Etats européens face à Daech?*

Lorsqu'Al Baghdadi a proclamé le califat de l'Etat Islamique en Syrie et en Irak, il a réussi un coup de génie. Au milieu du chaos, il accueille tout le monde, pas seulement des combattants. Il recrée une sorte d'Etat, installant eau et électricité, construisant même des usines de traitement de déchets. Il s'appuie sur une police religieuse et des gouverneurs et efface les frontières issues de la colonisation, une mesure jugée très positive. Il fait de Raqqa (Le Levant) la capitale.

Cette stratégie permet à Daech de reprendre des combattants à Al Qaïda, mais depuis quelques mois, le califat se fragilise à cause des frappes aériennes, notamment sur les convois de camions citerne, ce qui réduit les recettes pétrolières. Il perd du terrain, mais en réaction, multiplie les attentats. Il veut prouver sa force et son don d'ubiquité.

Si Raqqa et Mossoul tombaient, il a déjà un plan de débordement sur la Libye et la Tunisie, où de très nombreux djihadistes sont infiltrés.

Ce qui le rapprocherait dangereusement de l'Europe.

Je plaide pour un axe militaire Paris/Londres/Berlin.

Malheureusement, pour le moment, les Britanniques ont perdu beaucoup de leurs capacités, une grande partie de leur matériel a été détruit en Irak et en Afghanistan. C'est une vraie catastrophe, qui explique la décision de la Chambre des Communes en 2013 de ne pas aller combattre en Syrie.

Toutefois, nous travaillons toujours très étroitement avec leurs Forces spéciales, et si le Brexit devait se concrétiser, je ne pense pas que cela aurait une incidence au niveau militaire.

Les Allemands sont toujours dans la logique de la non intervention. Mais, les attentats de Paris les ont traumatisés et ils sont de plus en plus tiraillés entre l'école « gentil bisounours » et la nécessité du réalisme.

Les Belges et les Suédois envoient souvent des troupes à nos côtés.

On constate que les défauts français se retrouvent à la puissance 50 chez les Européens.

Georges Grosz (Consultant - Associé Corporate Development International. Président d'Honneur des Anciens de LSE en France) : *Faut-il envoyer des troupes au sol pour éliminer Daech?*

Les frappes aériennes ont affaibli Daech, surtout depuis qu'elles visent les camions de pétrole. Au départ, les Américains refusaient de les bombarder, car les chauffeurs étaient turcs, donc ressortissants d'un pays membre de l'OTAN.

Mais après novembre 2015, ils ont abandonné cette tactique. Désormais, un premier passage d'avions lance des tracts pour annoncer les bombardements, et au deuxième passage, il y a des frappes.

L'envoi de troupes au sol pourrait être déterminant, mais il faut des soldats locaux, pas des Occidentaux. Sinon, cela ranimerait les guerres de religion.

Bernard Henriot (BH Conseil) : *Savons nous où en est Daech dans sa maîtrise des armes bactériologiques ?*

Selon certaines sources, Daech aurait des armes chimiques, des vieux stocks de Saddam Hussein. Ils essaient de les utiliser, il y a des ateliers de reconfiguration de ces armements, qui sont souvent pris pour cibles par les avions américains.

Pour ce qui est de la contamination, ce n'est pas un processus simple. Mais Daech y songe, et même si le stade n'était qu'embryonnaire, il pourrait tenter le coup, pour affoler encore plus les populations occidentales.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : *Il ne suffit pas de gagner militairement la guerre, il faut surtout gagner la paix. Quid d'une victoire sur Daech au Moyen-Orient et au Sahel?*

Quid d'une confrontation en Mer de Chine?

Le monde arabo musulman est en panne, il n'y a plus d'enrichissement intellectuel et c'est là une des raisons de tous ces conflits.

Il n'apporte plus de contributions aux sciences, il y a un effondrement des publications éditoriales.

A Alger, il n'y a plus que 10 librairies pour 4 millions d'habitants.

La paupérisation entraîne la radicalisation des jeunes, qui sont par ailleurs de plus en plus séduits par le mythe du complot.

On retrouve ce problème dans nos banlieues, avec plus de 8500 fiches « S ». Le signe que les métastases se développent très vite.

Même si les terroristes sont qualifiés de « branleurs », il faut quand même 3 à 4000 hommes pour les neutraliser.

Tout ceci est très déstabilisant. Pour y faire face, nous devons revendiquer notre identité culturelle, ne pas oublier notre héritage catholique et monarchique, ces valeurs sur lesquelles notre pays s'est construit.

A propos des incidents en Mer de Chine, il faut reconnaître que la Chine n'a plus aucun préjugé par rapport à la guerre. Elle développe des missiles navals, destinés à frapper les porte-avions américains, qui essaient de faire barrage à la politique expansionniste de Xi Jinping.

Il faut savoir que les Chinois coulent eux mêmes des antiquités dans la mer. Un an plus tard, ils les ramènent à la surface et proclament leur souveraineté sur cet espace maritime.

Tous les pays voisins ont peur. Le Japon, qui n'a pas d'armée depuis 1945, vient de changer sa législation pour pouvoir sortir militairement de ses frontières.

On ne peut plus nier les tensions croissantes.

Luc Debievre (Partner Global Private Equity) : *Pensez-vous que la querelle croissante entre l'Arabie Saoudite et le Liban n'est que le reflet d'un état d'humeur négatif, mais passager, suite aux événements de Téhéran?*

Ou, au contraire, le signe d'un accroissement du conflit régional chiite-sunnite via le Liban, avec risque d'implosion consécutive de ce pays?

Pensez-vous que la diplomatie française a, ces dernières années, effectué un virage à 180° en prenant ouvertement le parti du clan sunnite? Quitte à mettre sur le même plan, au titre de ses ennemis Bachar et Daech?

Entre les chiites (représentés par les Saoud) et les sunnites (qui sont des Perses), il y a une guerre de puissance, mais aussi de religion.

Dans les familles perses, on répète depuis toujours aux jeunes générations que cette religion a été imposée par l'envahisseur arabo musulman. Il y a une mémoire profonde. Par ailleurs, les berbères et les arabes se haïssent.

Il y a actuellement un double réveil de l'Arabie Saoudite, qui veut fédérer un clan sunnite et a choisi de s'appuyer sur la France, et d'autre part, de l'Iran, désormais libéré du problème nucléaire.

C'est un peu comme choisir entre la peste et le choléra.

Le Liban est l'illustration de la montée de ces tensions hégémoniques. Ryad se montre de plus en plus offensif contre tous les soutiens de l'Iran, donc le Hezbollah.

C'est un pays très fragile, qui vit sur un baril de poudre en permanence, avec son million de réfugiés et ses 17 confessions différentes.

La diplomatie française, qui fait un travail remarquable, est très écoutée. Elle a de l'influence, car elle a des soldats sur le terrain et est membre du Conseil de Sécurité.

La France a joué la carte sunnite et poursuit dans cette voie. Nous avons besoin d'une alliance avec l'Arabie Saoudite, même si cette dernière a aidé à la construction de Daech.

Il est impossible que Bachar Al Assad soit dans la solution politique de reconstruction de la Syrie. Il a la responsabilité de la plus grande partie des morts de son pays. Cette politique suicidaire est dans la veine des alaouites, minoritaires (10% de la population), pauvres et méprisés, avant de devenir, lors de la décolonisation, militaires et fonctionnaires et ensuite de s'emparer du pouvoir. Le sang et le chaos ne les effraient pas...

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par les intervenants

« BREXIT : LES ENJEUX PERÇUS DU REFERENDUM BRITANNIQUE DU 23 JUIN 2016 : IN OR OUT? »

MICHAEL LIKIERMAN

Le Jeudi 14 avril, Géostratégies 2000 a reçu Michael Likierman, ancien Président-fondateur d'Habitat France, autour d'un petit déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg. Il a apporté son regard de businessman sur l'issue du référendum du 23 juin prochain en Grande-Bretagne. « Brexit ou No Brexit » ?, telle est la question à laquelle ce Britannique, qui a exercé une grande partie de sa carrière dans notre pays, a tenté de répondre. Il nous a expliqué pourquoi la Grande-Bretagne pourrait être tentée par une sortie de l'Union Européenne. Un choix qu'il juge très hasardeux pour ses compatriotes, mais qui pourrait également, selon lui, fissurer le socle européen.

Je vais essayer de vous expliquer pourquoi la Grande-Bretagne pourrait être tentée par une sortie de l'Union Européenne, lance, un brin ironique, Michael Likierman. Moi-même en 1972, j'ai voté « oui » à l'entrée de mon pays dans la CEE. J'avais étudié à Oxford la philosophie, les sciences politiques et l'économie, et la construction européenne y occupait une place de choix. Après des débuts dans

l'industrie manufacturière, en Angleterre, j'ai démarré le groupe « Habitat » en France. J'ai quitté mon pays en partie à cause de ses rigidités structurelles et de ses syndicats arc-boutistes. A cette époque, la France était un peu la « terre promise », portée par les « 30 Glorieuses ». Or, aujourd'hui, observe Michael Likierman, les scénarios sont inversés.

A la tête d'Habitat, j'ai eu la chance de participer à une vraie révolution commerciale. La croissance était au rendez vous ; beaucoup de richesses se créaient. C'était très enthousiasmant, mais j'avais aussi l'impression d'un grand écart permanent entre les deux cultures. J'ai éprouvé le même ressenti, lorsque j'ai développé, plus tard, les filiales anglaises de Grand Optical. Or ce contraste perdure, note Michael Likierman, c'est indéniable.

UN SCRUTIN INCERTAIN

Le Brexit est un risque. Selon les derniers sondages, 43% des personnes interrogées sont favorables au maintien dans l'UE, 41% sont contre et 16% sont indécis. Et l'écart semble s'amenuiser. Mais qui va aller voter? Certainement les plus âgés, très concernés par les considérations sécuritaires et donc favorables au Brexit. En revanche, les jeunes, portés par la « culture Erasmus » sont massivement européens. De plus, pour la première fois, les 16-18 ans peuvent voter. Comment vont-ils se comporter ? Les Irlandais sont de farouches partisans du « oui ». Quant aux Français résidant à Londres, ils restent en dehors du scrutin. Comme dans beaucoup d'élections, les indécis feront la différence. Des attentats à Londres ou des incidents avec des migrants seraient un véritable scénario catastrophe, mais il ne faut pas les sous-estimer, certains ont intérêt à la sortie. Poutine lui-même soutient le Brexit, il préfère une Europe plus faible. Alors qu'une majorité de la classe politique est plutôt pro européenne, on peut se demander comment on en est arrivé là, s'interroge Michael Likierman. En fait, David Cameron est un « joueur ». Ce référendum était un pari, il faisait partie de ses promesses électorales. Il a gagné et a été réélu, mais maintenant, il faut payer le prix.

Par ailleurs, les Britanniques ont toujours été tentés par l'autonomie, l'indépendance. Ils veulent contrôler leur propre destin, même s'ils doivent livrer bataille, seuls contre le reste du monde.

Ils sont toujours entrés en reculant dans l'Union Européenne, l'idée d'une perte de souveraineté leur est difficile à accepter. Une grande partie de la population éprouve du mépris, de la méfiance vis à vis de la Commission de Bruxelles, jugée corrompue et hors d'atteinte des contrôles. Avec des fonctionnaires trop bien payés, qui passent leur temps à interférer dans la vie des citoyens de manière excessive. Des thèses largement soutenues et étayées par la presse populiste.

Au contraire, les chefs d'entreprise et les financiers sont à 85% attachés à l'Europe, mais leur opinion n'est pas d'un grand secours, car ils sont perçus comme responsables de la crise, remarque Michael Likierman.

DES LIENS EUROPEENS DISTENDUS

De plus, la Grande Bretagne n'est pas un membre fondateur de l'UE, contrairement à la France et à l'Allemagne. De Gaulle et Adenauer devaient mettre un terme à un cycle de trois guerres, qui les avaient très fortement affaiblis. Leur leitmotiv était « plus jamais cela ». De ce point de vue là, l'Europe a été un succès. La Grande-Bretagne, quant à elle, n'était pas vraiment concernée par ces enjeux, elle était sortie gagnante de ces conflits. Son souci était de rester le plus possible à l'écart. Elle n'a pas signé les accords de Schengen et est restée en dehors de la zone euro. La question de l'émigration est aussi un argument utilisé en faveur du Brexit.

Boris Johnson, le maire de Londres et la personnalité la plus médiatique du royaume, a pris la tête du « oui au Brexit ». Il apporte honorabilité et respectabilité, et en même temps, un certain goût pour l'aventure. Il revendique la nécessité de prendre des risques pour mieux contrôler son destin.

Les passionnés, les bons orateurs sont tous partisans du Brexit. Face à eux, on trouve des partis politiques qui ne font plus rêver, un David Cameron fatigué, miné par le scandale des « Panama Papers », souligne Michael Likierman, qui reconnaît que le pire peut arriver.

Cela entraînerait de nombreux bouleversements, les négociations seraient très longues pour défaire toute la législation européenne. Cela signifierait également un éclatement du Royaume Uni. L'Ecosse, pro Europe, pourrait devenir indépendante. Quant à l'Irlande, du Nord et du Sud, l'incertitude est totale, surtout que les plaies ne sont pas encore totalement cicatrisées.

Quant à l'avenir de l'Europe, il serait assez flou puisque la France et l'Allemagne ne sont plus sur la même longueur d'onde économique, soupire Michael Likierman. De plus, des failles comme la Grèce et la question des migrants réapparaîtraient avec plus d'intensité.

Quoiqu'on en dise, la présence de la Grande Bretagne renforce l'édifice européen.

Après cet exposé très intéressant, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé un débat aux échanges multiples et variés.

Christophe Bouchez (Avocat Cabinet Veil-Jourdes)

François Cantegreil (Président Semia) :

Un « Brexit » induirait-il un renforcement des liens US /UK ? La Grande-Bretagne rejoindrait-elle le NAFTA (North American Free Trade Agreement)? Les USA sont-ils toujours fiables?

La Grande Bretagne a toujours rêvé d'un attachement économique plus fort avec les USA. Ces derniers la considèrent comme un allié fidèle, mais n'ont pas intérêt à la voir quitter l'Union Européenne. Ils la persuadent de rester, car ils ont besoin d'une Europe forte. Par ailleurs, le marché naturel des exportations anglaises est l'Europe.

Les USA seront toujours aux côtés de la Grande Bretagne mais je ne vois pas de changement significatif.

Bernard Balle (Groupe Axa) : *Quid de l'indépendance de l'Ecosse avec un baril à 40 dollars?*

Ce n'est pas une question économique. L'Ecosse ne partage pas la même culture, la même philosophie que l'Angleterre. Elle est très fière de son histoire et se sent plus aventurière. Londres est peu appréciée, car c'est là que se prennent les décisions importantes. Toutefois, il faut relativiser car le nouveau Parlement écossais a vu ses pouvoirs renforcés. La France a su fédérer ses régions, il y a un véritable pouvoir central qui n'existe pas en Angleterre. Indépendante, l'Ecosse demanderait à entrer dans l'Union Européenne, c'est certain.

Jacques Taranger (Inspecteur du personnel civil de la Défense) : *Quel enjeu pour la grande place financière de Londres?*

Certaines institutions financières commencent à s'implanter à Francfort. Hong Kong et Singapour prennent de plus en plus d'importance. Mais, Londres restera forte. Il est trop tôt pour dire si Francfort profiterait du Brexit. De toute façon, les Britanniques négocieraient fermement pour garder la libre circulation des capitaux, et cela, tout le monde y a intérêt.

Nicolas Ferrer (Secrétaire Général de la Direction Finance, Stratégie et Juridique d'Axa France): *Pour que le Royaume Uni sorte de l'Union Européenne, faut-il que Westminster confirme le « oui » du référendum?*

C'est déjà fait, il y a une loi qui stipule qu'il n'y aura pas de vote au Parlement après les résultats.

En revanche, des négociations s'ouvriront, et peut-être aura-t-on besoin d'un autre référendum à l'issue de celles-ci. S'il y a Brexit, c'est le début d'une nouvelle ère.

François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général, Trésorier de Géostratégies 2000) : *Dans les deux cas, l'Europe ne sortirait-elle pas gagnante?*

Si la Grande Bretagne reste, ce sera un soulagement. Sinon, cela pourrait être une débâcle.

J'aimerais une solution « win-win » pour tout le monde. Le Brexit pourrait être un premier pas vers une Europe fédérale, mais constituée uniquement de cinq à six pays. Cela signifierait un grand nombre de pays laissés sur le bord de la route.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *En cas de Brexit, Calais n'aurait plus de raison d'être ?*

La Grande Bretagne étant une île, les problèmes se déplaceraient sur la Manche, comme actuellement entre la Grèce et la Turquie.

Je ne vois pas comment Calais pourrait cesser d'exister.

Raymond Douyère : *Mais, il n'y aurait plus de raison pour la police française de stopper les migrants.*

François-Xavier Martin : Cela ne réglerait rien, car à Calais, c'est un accord entre la France et la Grande-Bretagne, et non pas entre l'Union Européenne et la Grande-Bretagne, qui régit les relations.

Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA. Président de l'ADOSM) : *Les Britanniques sont-ils toujours assurés du soutien indéfectibles des USA, alors qu'aujourd'hui le premier allié des Américains est le Japon? La menace russe n'est-elle pas la seule qui puisse ressouder l'Europe?*

En matière de défense, l'intensité des liens entre la Grande-Bretagne et les USA ne changera pas. L'isolationnisme américain a eu des conséquences catastrophiques, mais cela va changer (sauf si Trump est élu). Les Américains se rendent compte que s'ils n'interviennent pas plus, la Russie reprend le pouvoir et cette évolution, ils la rejettent totalement.

Raymond Douyère : *Quel sentiment domine en Grande-Bretagne face à la situation au Moyen Orient?*

Une grande incompréhension. L'instabilité règne partout, excepté en Israël.

C'est un problème qui dépasse la Grande Bretagne, et l'Union Européenne dans son ensemble. Tout comme la question des migrants. Est-ce bien raisonnable de payer une fortune à la Turquie pour qu'elle garde les réfugiés? Ce n'est pas une solution pérenne.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général adjoint Géostratégies 2000) : *Dans ce débat autour du Brexit, comment expliquer que ceux qui créent de la valeur n'arrivent pas à se faire entendre?*

Le secteur de la finance représente moins du tiers de la richesse nationale et ses représentants n'ont pas les arguments pertinents pour convaincre.

Les voix en faveur du Brexit disent qu'il faut aller chercher des solutions en dehors de la vieille Europe, en Chine, en Afrique, chez les BRICS.

Philippe Marchat (Créateur et chef de la mission interministérielle de la préparation des administrations publiques à l'euro, Inspecteur (H) des finances): *Le Brexit va-t-il affaiblir la position de la Grande Bretagne sur la scène internationale?*

En tout cas, c'est l'idée inverse qui prédomine. Les « pros Brexit » affirment qu'ils ne seront plus fondus dans l'Union Européenne, qu'ils vont créer de nouveaux liens et retrouver une place de premier ordre dans le monde.

Antony Benton (KPMG - Cambridge Society of Paris) : *La Grande-Bretagne, telle que nous la connaissons, survivra-t-elle au Brexit?*

J'ai bien peur que non. Le Brexit signifie la fin du Royaume Uni, il y aura des dommages collatéraux comme l'indépendance de l'Ecosse.

Margitta Wuelker-Mirbach (Représentante de l'Allemagne auprès de l'OCDE) : *Si le Brexit est assez peu commenté en France et en Allemagne, il n'en va pas de même en Grande Bretagne.*

L'idée la plus répandue étant que si les Britanniques sortent de l'UE, ils auront encore des avantages économiques mais ne subiront plus les inconvénients.

Qu'en pensez-vous?

Les Britanniques sont persuadés que l'adhésion à l'Union Européenne leur coûte une fortune. Ce qui est une idée fautive, car avec les aides régionales à l'industrie, le pays est net gagnant.

Il y a une incompréhension. De même, lorsque Boris Johnson déclare qu'après le Brexit, la Grande Bretagne sera en position de force pour renégocier. Cela ne sera pas aussi simple, l'Europe punira les Anglais, elle leur enlèvera des avantages et leur donnera un nouveau statut, comme avec les Suisses. On ne sait pas quel sort sera réservé aux Anglais travaillant dans l'Union Européenne.

François Cantegreil (Président de SEMIA) : *Mes amis disent qu'il y a trop de méfiance entre businessmen anglais et français. Quelle est votre opinion?*

Lorsque l'on ne maîtrise pas la langue de l'autre, l'incompréhension et la méfiance peuvent s'installer. Mais, cela va disparaître avec la nouvelle génération, baignée dans la culture Erasmus.

Personnellement, je trouve très facile de faire des affaires avec les Anglais et les Allemands. En revanche, avec les Néerlandais, c'est beaucoup plus rude.

Raymond Douyère : *L'image de David Cameron a-t-elle pâti de ses démêlés dans l'affaire des « Panama Papers » ?*

Je pense que oui. La mentalité des Anglais a changé à ce sujet. Ils reconnaissent qu'il faut arrêter l'évasion fiscale, que c'est un bon moyen pour réduire les déficits budgétaires et renforcer les comptes. Pendant longtemps, il y a eu une certaine pudeur sur l'argent, une conspiration du silence. Mais désormais, beaucoup s'accordent sur le fait que l'optimisation fiscale n'est plus acceptable et que tout le monde doit payer des impôts. Toutefois, la perception n'est pas la même qu'en France. Dans votre pays, des révélations comme celles des « Panama Papers » sont vues comme des « victoires révolutionnaires » et c'est d'ailleurs une partie du caractère français que j'admire le moins...

Cameron va être entaché, au moins temporairement, alors qu'il n'a pas de véritable responsabilité dans cette affaire. C'est l'une des conséquences de la mondialisation, la sécurité l'a emporté sur la liberté. Cela vaut aussi pour les transactions financières.

Raymond Douyère : *La grande tolérance envers le communautarisme est-elle encore d'actualité ?*

La peur de l'autre, des attentats, de couleurs de peau différentes se développe. Toutefois, il y a moins de musulmans qu'en France et ils sont beaucoup mieux intégrés.

Phénomène nouveau, l'opinion publique ne supporte plus ceux qui incitent à la haine raciale et la liberté d'expression a cessé d'être intouchable.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par les intervenants

« LA DIPLOMATIE RELIGIEUSE DE L'ARABIE SAOUDITE »

PIERRE CONESA

Le mercredi 25 mai 2016, Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner au Palais du Luxembourg autour de Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire au Ministère de la Défense, maître de conférences à Sciences Po, historien et spécialiste des questions stratégiques internationales. Cet essayiste, qui publiera en septembre prochain un ouvrage intitulé « La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite » nous a apporté un éclairage très intéressant sur la structure et le système de fonctionnement du royaume wahhabite, la toute puissance de son idéologie religieuse. Il a aussi mis en évidence des relations tourmentées avec les pays voisins et des liens ambigus avec les Occidentaux. Sans oublier l'entrée en scène d'un nouvel acteur, Daech, très déstabilisant pour la dynastie Saoud.

Dès sa création, l'Arabie Saoudite a développé une diplomatie religieuse destinée à propager le wahhabisme, très proche du salafisme, et donc, désormais l'un des principaux défis de l'Islam contemporain, affirme d'emblée Pierre Conesa. Pourtant, les Saoudiens, en dépit de signes évidents d'implication terroriste, ont une capacité impressionnante à se faire oublier. En Afghanistan, ils formaient le plus gros contingent contre les Soviétiques. Le 11 septembre, la plupart des commandos étaient saoudiens, et actuellement, 2500 combattent au sein des forces de l'Etat Islamique. Et malgré tout, il n'y a aucunes représailles américaines contre le royaume. Un mystère, ironise-t-il.

UNE HISTOIRE MOUVEMENTEE

En fait, le régime s'est constitué à partir d'une contradiction. D'un côté, la tribu Saoud, qui représente

la force militaire, et de l'autre, le pôle religieux, dirigé par le clan Al Shaikh. Lorsque les premiers se sentent menacés, ils appellent les Occidentaux à l'aide, ce qui mécontente les seconds. Pour calmer la crise, les Saoud imposent plus de religion dans le pays, pour apaiser les oulémas, qui accentuent ainsi leur contrôle sur la société civile.

Anti-nassérienne et anticommuniste, l'Arabie Saoudite est depuis toujours soutenue par les Occidentaux, incapables d'imaginer que ce pays puisse avoir une stratégie propre, finalement profondément nuisible aux démocraties. Toutefois, dès les années 50, les Saoudiens créent le pan islamisme qui s'oppose au pan arabisme de l'Egypte, de la Syrie et de l'Irak. Et déclarent que l'identité musulmane dépasse toute identité nationale. En 1979, la révolution iranienne est un traumatisme. Le Shah, qui était leur allié et leur protecteur, est renversé, et Khomeini ramène les chiites au cœur de l'histoire. En guise de représailles,

les Saoud ne cherchent pas à éviter les grandes pagailles qui dégènèrent lors des pèlerinages dans les lieux saints et qui ont causé la mort de plusieurs centaines d'Iraniens.

Cette même année survient un autre choc terrible. L'occupation de la Grande Mosquée par des fondamentalistes islamistes, opposés à la modernisation accélérée du royaume, conséquence de la nouvelle manne pétrolière. La Garde nationale saoudienne ne peut intervenir qu'après autorisation des oulémas. Mais, c'est un échec, un bain de sang, et la dynastie Saoud est contrainte de faire appel aux troupes du GIGN, qui rétablissent l'ordre très vite. Toutefois, auparavant, elles avaient dû se convertir, car aucun « mécréant » ne peut entrer dans un lieu saint.

A cette époque, une grande partie de la jeunesse saoudienne part en Afghanistan se battre contre les Soviétiques, c'est la naissance du Djihad. Les Occidentaux s'en réjouissent, déplore Pierre Conesa. Ils ne se rendent pas compte que cela va amener sur le devant de la scène les Moudjahidin et les Talibans.

La similitude entre wahhabisme et salafisme est totale. Sectarisme à l'égard des autres pratiques du sunnisme, discrimination et violence légale contre le chiisme, racisme à l'égard des « mécréants », violent antisémitisme, négation de la loi humaine, haine de l'autre, intolérance totale, égrène Pierre Conesa.

Aujourd'hui, le régime wahhabite, secoué par les printemps arabes, est également contesté par le salafisme djihadiste et l'Etat islamique, qui symbolise, plus que Riyad, la « Oumma ». En effet, il a attiré 25 000 combattants étrangers, alors que le royaume saoudien n'accorde la naturalisation qu'à très peu d'élus et sélectionne avec parcimonie les migrants fuyant les crises régionales. De plus, en se proclamant Calife, « Commandeur des Croyants », Al Baghdadi se place au-dessus des Saoud, simples serviteurs des Lieux Saints. Un défi que n'avaient jamais osé relever Al-Qaïda et Ben Laden.

PROPAGER L'IDEOLOGIE SALAFISTE

Toutefois, la Ligue islamique mondiale, ONG créée en 1962 pour faire pièce à la Ligue Arabe, est encore très influente. Bras armé de la diplomatie religieuse des Saoud, elle allie le « soft power » américain et les méthodes soviétiques. D'une part, une action publique avec des fondations privées aux immenses moyens, qui construisent des mosquées, ouvrent des madrasas gratuites avec des livres, de la nourriture et des imams payés dans le monde entier. Elles offrent également des bourses pour attirer vers les universités islamiques les meilleurs élèves. De l'autre, une idéologie totalitaire. Il ne faut pas oublier que Riyad a dépensé autant d'argent pour sa diplomatie religieuse que pour ses armements, ces dernières années, soit 6 à 7 milliards de dollars par an, martèle Pierre Conesa.

Parmi les pays du « premier cercle », on trouve le Pakistan, poussé à la radicalisation salafiste, miné par de très nombreux attentats internes à l'Islam. Il y a aussi le Yemen, où l'Arabie Saoudite intervient pour bombarder les Chiites et la monarchie sunnite de Bahrein. Avec l'Egypte, les relations sont complexes. Le divorce avec les Frères Musulmans a eu lieu en 1991, lorsque ces derniers ont soutenu Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït et rejeté l'intervention occidentale. L'université Al Azhar, grande figure de l'islam sunnite, est très prestigieuse, mais aussi très progressiste. Elle a ouvertement critiqué Daech.

En parallèle, l'Arabie Saoudite étend sa zone d'influence à des pays à forte minorité musulmane, comme le Kosovo, la Bosnie. Elle est également très présente en Indonésie.

Dans les pays occidentaux, les Saoud ne cachent pas leur préférence pour le système communautariste, ils incitent à la construction d'écoles coraniques et de tribunaux islamiques.

Au Canada, où des pions avaient été avancés, cela s'est vite arrêté, suite à des conflits d'intérêt avec le code civil national. Dans les pays laïques comme la France, la thématique consiste à dénoncer l'islamophobie ambiante. Mais, on constate aussi une certaine évolution dans la stratégie. Riyad vient, en effet, de confier à plusieurs agences de communication françaises (parmi lesquelles Publicis) la mission de redorer son image dans notre pays...

Le système saoudien commence à craquer, note Pierre Conesa. Même si Daech représente un défi mortel, l'Arabie Saoudite ne cherche pas à le détruire, car le djihadisme de Daech ressemble énormément à sa propre société. Il vise les mêmes objectifs anti chiites et applique les mêmes règles répressives.

La rupture avec les Frères Musulmans affaiblit également Riyad.

En revanche, les interventions occidentales contre Daech arrangent bien la dynastie Saoud. On fait la guerre à leur place, c'est un comble ! s'exclame Pierre Conesa

Après cette passionnante intervention, les échanges se sont poursuivis au cours d'un débat, riche et varié, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégie 2000.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France- Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : Combien de temps les pouvoirs du royaume, qui verrouillent toutes les responsabilités, pourront-ils résister à la formidable poussée démographique ?

Il n'y a pas encore de pensée politique chez les jeunes. S'échapper pour eux : il y a le djihâd et la drogue.

Jacques Lutfalla (Contrôleur général des Armées 2s) : *Le téléphone portable et internet vont-ils influencer l'évolution du système?*

Ils sont toujours très fortement censurés.

Il y a des vérités à cacher, comme le financement du terrorisme. Chaque grande famille a fondé sa propre ONG humanitaire, pour se faire pardonner ses péchés et ses excès à l'étranger. C'est un système qui ne peut s'arrêter et qui alimente de nombreux réseaux.

Hacine Benyacoub (Lycée Jean Jaurès, Terminale, Atelier Sce Po) : *Est-il toujours pertinent de parler de « diplomatie du carnet de chèque », étant donné que l'Arabie Saoudite traverse une crise économique?*

Cela existe toujours au Liban, pour lutter contre le Hezbollah. Mais, il y a d'autres systèmes d'influence. Aux Etats-Unis, par exemple, l'Arabie Saoudite finance des chaires universitaires, des Fondations, celles de Bill Clinton, de Nancy Reagan (contre le cancer). En échange, en cas de besoin, elle a tout de suite accès au Bureau Oval. Des grands journaux ont également reçu de l'argent.

Jacques Taranger (Inspecteur du personnel civil de la Défense) : *Quelle est la position actuelle des USA vis à vis de l'Arabie Saoudite?*

Après le massacre de San Bernardino, Trump a réagi en disant qu'il s'agissait de musulmans.

Une analyse politique simpliste.

Sinon, la banalisation des relations diplomatiques avec l'Iran change la donne. Et l'opinion publique fait de plus en plus entendre sa voix. Elle critique le fait qu'il n'y ait pas eu de procès contre l'Arabie Saoudite, après le 11 septembre.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : *Pouvez-vous nous parler du clergé, de la hiérarchie religieuse?*

Il y a deux rivaux dans le pays, la dynastie royale des Saoud (tous ses membres sont passés par l'école coranique) et la famille Al Shaikh, qui gère la hiérarchie religieuse. Le roi Fayçal a essayé de fonctionnariser les oulémas, mais cela a créé une fâcherie. Il y a une hiérarchie à respecter, un Grand Mufti. De plus, devenir ouléma est un ascenseur social.

En 2012, il y a eu une certaine ouverture religieuse, sous l'influence des Frères musulmans. Mais ce mouvement de contestation religieuse a disparu, car il n'y avait pas de leader.

Luc Debievre (Partner Reach Capital) : *Au travers du Plan « Vision 2030 », peut-on percevoir le germe d'une évolution? Sous l'angle de certains aspects sociétaux, comme la conduite des femmes, la réduction des pouvoirs de la police?*

Des évolutions sont possibles, mais je ne sais pas si les moyens existent pour appliquer ce plan.

Par ailleurs, il est très difficile de casser l'« économie rentière ». C'est un système de distribution de la rente. Les princes de la dynastie entretiennent leur clientèle, et ce système descend très bas dans les couches de la société. Donc, chacun veut préserver ses intérêts.

Ainsi, en 2013, deux millions de travailleurs émigrés ont été expulsés dans l'urgence pour résorber le chômage.

Ce sont peut-être les prémices d'une marche forcée d'un pays rentier pour se reconvertir.

Georges Grosz (Consultant. Associé Corporate Development International. Président d'honneur des Anciens de LSE en France) : *Quelles sont les relations de l'Arabie Saoudite avec Israël et Dubaï?*

Israël est à 20 kilomètres des frontières de l'Arabie Saoudite. Mais, malgré une logomachie antisémite, le royaume n'a jamais participé aux guerres contre Israël. D'ailleurs, Daech les accuse d'être leur principal allié... Le Hamas et le Hezbollah ont un point d'entente: ils veulent tous deux la fin de l'existence d'Israël.

Le Hamas n'a pas une forte influence. En revanche, le Hezbollah chiite, qui apporte son soutien à Assad, est un vrai sujet de préoccupation.

A Dubaï, l'argent du terrorisme circule à travers les façades humanitaires des groupes terroristes. C'est très difficile à contrôler et à contrer.

Nicole Chaix (Vice-présidente de Géostratégies 2000, Maître de conférences (HC) : *Que penser des ventes d'armement à l'Arabie Saoudite?*

Pour la dynastie, c'est une garantie de sécurité. Elle a fait intervenir ses forces armées pour la première fois en 1991, lors de l'invasion du Koweït. Il y a aussi actuellement des bombardements sur les chiites au Yémen.

Pour le moment, ces armes ne sont pas une menace, elles sont là pour assurer la pérennité du système. L'armée n'est pas opérationnelle. L'idéologie et la poursuite du système m'inquiètent davantage.

Paul Rechter (Vice-président de Géostratégies 2000) : *Le prince héritier d'Arabie Saoudite, ministre de l'Intérieur, vient d'être décoré de la Légion d'Honneur. Qu'en pensez-vous?*

Cela entre dans le cadre des relations d'Etat à Etat, c'est le système diplomatique français qui en a pris l'initiative.

Actuellement, les réactions les plus fortes contre le wahhabisme viennent essentiellement des pays musulmans.

Marie-Clotilde HINGRAY

« CULTURE FRANCAISE A L'ETRANGER : ESSOR OU DECLIN ? »

Olivier POIVRE D'ARVOR

Le mercredi 15 juin, pour son dernier petit déjeuner avant la trêve estivale, Géostratégies 2000 a reçu le diplomate Olivier Poivre d'Arvor, nouvel Ambassadeur de France en Tunisie.

Directeur de France Culture de 2010 à 2015, puis Ambassadeur, chargé de l'attractivité culturelle, cet écrivain et homme de théâtre, passionné par le continent africain, a dressé le bilan des forces et des faiblesses de notre culture à l'étranger. Il nous a ensuite présenté diverses propositions pour accentuer l'influence et le rayonnement de notre pays et aider nos artistes à émerger hors de nos frontières. Des enjeux éminemment politiques et très stratégiques.

L'influence d'une langue est étroitement liée à l'image qu'elle projette dans le monde, à la perception qu'en ont les nouvelles générations, affirme Olivier Poivre D'Arvor.

Notre langue française est indissociable de notre identité, de nos valeurs et de notre histoire et donc de notre place dans le monde. Elle constitue avec la culture deux leviers importants de notre influence qui sont un élément central du « soft power », cette doctrine développée dans les années 1990 par le professeur américain Joseph Nye qui théorise la capacité d'un état à utiliser d'autres facteurs que la diplomatie ou la force pour influencer d'autres états.

Les américains le comprirent très vite en investissant massivement dans les années 30 dans les industries culturelles (cinéma, télévision) afin de promouvoir partout dans le monde, leur langue et au delà de « l'American way of life » qui fait rêver le monde et lui donne envie de ressembler à un Américain, ce que Voltaire et Diderot firent en leur temps, invités dans les cours étrangères, notamment en Prusse et en Russie, pour y apporter l'Esprit des Lumières.

La France a su aussi miser sur la dimension culturelle et linguistique de sa diplomatie dans une démarche moins conquérante et assez différente de celle des américains.

Cette démarche est fondée davantage sur l'idée que notre pays est une terre d'accueil culturelle.

Au début du XIXème siècle, de nombreux artistes, comme Picasso, Soutine, Chagall, Dali s'installèrent à Paris, dans le quartier Montparnasse, au Bateau Lavoisier, et trouvèrent en France un cadre idéal pour travailler, créer, échanger...

EXPLOITER NOS ATOUTS

Concernant l'influence de notre langue, l'évolution démographique fera du Français l'une des premières langues parlées sur la planète. Nous sommes actuellement 250 millions de francophones (100 millions au Nord et 150 au Sud). Or, en 2050, nous serons 700 millions, dont 600 millions au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Nous devons considérer cet espace comme notre futur réseau social en dépit des turbulences actuelles.

La jeunesse de ces pays y est de plus en plus éduquée, les élites y sont brillantes.

Notre devoir est d'y maintenir une francophonie vive et forte malgré les blessures de la colonisation.

ENCOURAGER DES PROJETS AMBITIEUX

La francophonie n'intéresse guère les Français. Nos instruments, comme TV5 et France 24, sont encore très limités à commencer par L'Europe elle même.

Tandis que l'Allemagne développe ses relations avec l'Est, et qu'Angela Merkel parle russe avec Poutine, nous devons tisser notre réseau vers le Sud, tout autour de la Méditerranée, comme Nicolas Sarkozy en avait lancé le projet, et resserrer les liens avec le Royaume-Uni, trop délaissé par rapport à Berlin. Plus généralement, et c'est très dommageable, l'Union Européenne ne mobilise plus les jeunes. Seul le programme Erasmus est un véritable succès, déplore Olivier Poivre d'Arvor.

La langue française a des atouts, mais ils sont fragiles. Nous sommes bien placés au niveau des jeux vidéos, mais nous sommes en panne, car nous avons raté la grande révolution culturelle, qui est celle du numérique. Le cinéma français n'attire pas assez (seulement 2% du marché mondial).

Et, notre exception culturelle « le Minitel », a été un échec. Nous devons faire face à la puissance d'Internet et de la Silicon Valley, au « soft power » exercé au travers de groupes comme Google, Apple, Twitter... L'Europe a su construire une industrie aéronautique solide avec Airbus, mais elle a échoué sur le plan culturel. Il faut réagir, car l'Europe possède le bassin de population le plus cultivé et le plus éduqué. Et c'est en France que la dépense culturelle par habitant est la plus élevée au monde. Au total, cela représente 80 milliards d'euros. Un chiffre impressionnant, comparé aux 7,8 milliards alloués par le budget de l'Etat... Nous avons aussi un circuit de librairies fantastique, plus de 150 000 titres proposés, toutes les cultures étrangères y ont une place de choix. Il faut continuer à investir dans l'intelligence, voire passer à la vitesse supérieure. Et, si cela peut se faire en français, c'est encore mieux, conclut Olivier Poivre d'Arvor.

Après l'intervention d'Olivier Poivre d'Arvor, un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a donné lieu à des échanges très intéressants.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA - Président de l'ADOSM) : Notre présence outre mer est une singularité en Europe. Par ailleurs, on compte désormais plus de Français en Asie qu'en Afrique subsaharienne? Est-ce des signes d'espoir?

Grâce à nos territoires d'outre mer, nous possédons le second espace maritime au monde, après les USA. L'Outre-mer est une chance pour la France, cela nous permet de couvrir tous les continents, et nous procure une présence très diversifiée.

Il faut en prendre conscience et exploiter ces atouts.

Quant à l'Asie, c'est très encourageant. Les USA ont une vraie politique asiatique, ils s'y intéressent plus qu'à l'Europe.

En Chine, en Corée, au Japon, la France jouit d'une image très étonnante. Par exemple, « Le Comte de Monte-Cristo » est le roman le plus lu en Chine. Nous bénéficions d'une réputation très positive, véhiculée par l'industrie du luxe, il faut la développer davantage.

La France est le pays qui accueille le plus de touristes étrangers chaque année (85 millions). Le but est d'en faire venir 100 millions en 2020, dont la moitié de Chinois.

Nous sommes aussi le troisième pays au monde choisi par les étudiants étrangers. Ils sont 300 000, contre 700 000 aux USA et 400 000 en Grande Bretagne. Nous devons les choyer, car ils vont devenir nos meilleurs ambassadeurs.

Arthur Hohler (Président de l'Association des Associations Britanniques) : *Je tiens à déplorer le « triste état » de la langue française. Par ailleurs, il faut savoir que le français est de moins en moins enseigné en Grande-Bretagne.*

Il nous faut redoubler d'efforts.

Jean-Louis Pierrel (Relations universitaires IBM France - Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000) : *Le réseau des lycées français à l'étranger jouit d'une grande popularité et d'une très bonne cote. Pourquoi n'y a-t-il pas plus de développement?*

Certaines de nos écoles d'ingénieurs et de commerce créent des antennes au Maghreb. Pourquoi les pouvoirs publics ne les accompagnent-elles pas dans cette démarche?

Nos lycées comptent 350 000 apprenants et la moitié sont français.

Globalement, l'administration est trop timide, pas assez audacieuse.

La fermeture de notre délégation culturelle à Cambridge a été une erreur. De même, comment expliquer que nous n'avons aucune présence française sur le campus de Berkeley?

Il faudrait octroyer plus de bourses aux étudiants étrangers, cela attirerait la future élite mondiale dans notre pays.

Marielle Vichot (Professeure agrégée d'histoire - Lycée Janson de Sailly) : *Dans nos lycées, des instituts Confucius se créent.*

Pourquoi ne pas adopter cette même stratégie pour développer l'enseignement du français à l'étranger?

Les instituts Confucius se sont implantés dans des lycées et des universités. Mais cela a un coût financier. Ces établissements doivent le prendre en charge.

En revanche, la France, elle, fournit tout. D'ailleurs, le modèle des alliances françaises me semble un peu dépassé. Il faut toucher davantage les jeunes, donc cibler les universités.

Je tiens aussi à relativiser l'augmentation de l'apprentissage du chinois. C'est un phénomène encore très parisien.

Luc Debieuvre (Partner Reach Capital) : *Quelles sont les raisons qui vous permettent d'être aussi optimiste sur l'influence du français?*

Je suis assez sceptique compte tenu des programmes « misérabilistes » de France 24 et TV5.

TV5 est regardée par un grand nombre de spectateurs, mais cette chaîne ne dispose pas de moyens financiers suffisants. France 24 est encore une « jeune » chaîne ; elle n'a pas trouvé son style.

Je pense que l'on devrait davantage copier le modèle de la BBC, qui est très efficace.

Quant à l'influence du français, c'est vrai que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Seule la moitié des citoyens parle français dans les pays africains francophones. Mais c'est nécessaire pour s'insérer socialement, même si l'anglais se développe en parallèle.

Il faut investir dans les universités africaines, même si nous ne disposons que de faibles moyens financiers.

Sophie Jabes (Ecrivain - Alumni Sciences Po) : *Comment expliquez-vous l'engouement des études à l'étranger chez les jeunes?*

Vous n'évoquez guère l'Allemagne. Pourtant, Berlin est un centre culturel européen phare.

Israël est un pays francophone, et pourtant il est exclu de cet espace. Pourquoi?

Concernant Israël, cela ferait effectivement sens mais les pressions politiques au sein de l'organisation l'en empêchent pour le moment.

Personnellement, je trouve que les jeunes ne vibrent pas assez à la mode européenne.

Je serais favorable à l'obligation, pour tout jeune Français, d'aller passer un an à l'étranger.

Je n'ai rien contre l'Allemagne. Au contraire, j'y ai fait mes études de philosophie à Heidelberg et j'en garde un excellent souvenir.

Philippe Marchat (Inspecteur Général (H) des Finances) :

Je regrette que dans certaines organisations internationales, où le français était sur un pied d'égalité avec l'anglais, les Français se soient mis peu à peu à abandonner leur langue pour adopter celle de Shakespeare....

Philippe Beauvillard (Directeur Electre) : *La défense du droit d'auteur est-elle encore un axe de la politique culturelle?*

La Loi Lemaire qui prévoit, au nom de la promotion du numérique, le libre accès aux publications scientifiques issues de la recherche scientifique, me semble très dangereuse.

La défense du droit d'auteur est capitale, dans tous les secteurs, les quotas musicaux sont aussi très importants. C'est vrai qu'il y a de plus en plus la menace du copyright.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :

Dans l'espace européen, les directives rédigées uniquement en anglais, constituent un vrai problème.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot : *Certes, mais il est avéré que la langue anglaise permet une interprétation nationale qui favorise les accords.*

Olivier Poivre D'Arvor : En 2050, le monde sera polyglotte. Ceux qui gagneront la partie, seront ceux qui parlent plusieurs langues. Il ne faut pas se crispier sur cette question.

Par ailleurs, je ne suis pas choqué que les thèses de médecine soient écrites en anglais, car la recherche scientifique est financée en grande partie par les Américains.

Paul Rechter (Vice-Président de Géostratégies 2000) : *Netflix, Google... Tous les grands canaux de distribution*

culturelle sont anglo-saxons et, seconde question, quel rôle peut avoir l'école ?

Le principal enjeu est de donner le goût de la culture française aux jeunes, mais comment ?

Les chiffres montrent que l'investissement culturel français profite toujours aux mêmes.

C'est l'école qui doit forger une culture commune, quels que soient le milieu social et la religion des enfants. Lorsque des jeunes se retrouvent ensemble sur un chantier de fouilles ou dans un musée, on se rend compte que les différences s'effacent naturellement.

Marielle Vichot (Professeur agrégée d'histoire. Lycée Janson de Sailly) : *Le Président de la Corée du Sud a lancé l'idée d'une « économie créative ». Ne serait-ce pas une voie à suivre?*

C'est un concept très anglo saxon. L'Europe a raté ce passage à Internet. Elle doit penser les industries

numériques à son échelle et produire européen, ce qui, jusqu'à présent, n'existe pas.

Francis Babé (Directeur des Etudes Association Régionale des Auditeurs IHEDN) : *Pouvez-vous nous parler de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ?*

C'est une organisation politico-culturelle qui compte 60 pays, mais qui n'a aucun rôle politique.

Dans certains Etats membres, les droits de l'homme ne sont pas toujours respectés....

J'aimerais vraiment persuader les jeunes qu'il y a deux sujets qui doivent venir en tête de leurs préoccupations. C'est l'Europe et l'espace francophone.

Marie-Clotilde Hingray

. .
.

**Ont collaboré à cette Lettre, outre les intervenants dans les débats,
Raymond Douyère, Marie-Clotilde Hingray et Janine Rechter**